

Commune de VILLEFONTAINE Département de l'Isère
--

**CONSEIL MUNICIPAL**  
**10 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt, le dix juillet, le conseil municipal de Villefontaine dûment convoqué conformément aux articles L2121-7, L2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire de Villefontaine.

PRÉSENTS : P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, M. LORiot-CARNIS, Y. TOUYERAS, N. GUSTO, R. MESLEM, B. LOUKILI SENHAJI, L. DI SANTO, M. FAYET, J. GUILLERMINET, M. TUNCA, A. CROS, M. LOMBARD, J. GAGET, C. DEBRYE, C. GAMBIER-ORTIZ, Z. MAZARI, H. KHETTAB, G. GENTHON, L. GRONDIN, M. GUENNOUN, J-N. SALMON, A. VERJUS, C. DUMOULIN, A. SAGIROGLU, L. NASSISI, A-V. MITTENDORFER, B. JAN.

ABSENTS REPRESENTES :

J-C. DURA pouvoir à R. MESLEM

K. HALLOUL pouvoir à J-N. SALMON

Après appel des présents, Le Maire constate que le quorum est atteint.

**Est nommée secrétaire de séance : Constance DEBRYE**

**Examen des points à l'ordre du jour :**

**1. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 24 février 2020**

M. Le Maire : Mesdames, Messieurs, bonsoir. Merci d'être présents à ce conseil municipal qui est le dernier avant la période des congés. Traditionnellement, nous terminons le dernier conseil avant les congés d'été par un pot convivial, malheureusement les circonstances ne m'autorisent pas à l'organiser cette fois-ci, j'en suis désolé, mais nous nous rattraperons lorsque nous serons sortis définitivement, je l'espère le plus tôt possible, de cette période qui nous a tous perturbés. Je vais demander au conseiller municipal le plus âgé, Monsieur GENTHON, et la benjamine, Madame DEBRYE, d'assurer les opérations de votes puisqu'il y aura des opérations de votes tout à l'heure. Je vais demander aux élus de ne pas quitter la salle en fin de séance puisqu'il y aura le compte administratif et le budget primitif à signer avant de partir s'il vous plaît. Comme j'ai dit que ce sera par ordre alphabétique, la secrétaire de séance sera donc Madame Constance DEBRYE.

Alors, nous allons commencer tout de suite ce conseil par le relevé des décisions du Maire, vous avez pu en prendre connaissance dans vos dossiers. Il y en a un certain nombre puisque,

effectivement, ça regroupe toutes les décisions que j'ai dû prendre depuis le mois de janvier. En effet, nous devons avoir un conseil municipal au mois de mars, mais ce dernier n'a pas eu lieu. Donc y a-t-il des demandes d'intervention ? M. SALMON ?

M. SALMON : Oui, cela ne porte pas sur vos décisions, c'est simplement, je voudrais avoir communication de la procédure adaptée pour les marchés.

M. Le Maire : Oui, d'accord, pas de soucis, nous vous donnerons le règlement de consultation.

M. SALMON : Je serai sans doute amené à faire des propositions de modifications de ces procédures adaptées en prenant pour exemple ce qui se fait dans d'autres collectivités où, sans réunir de façon formelle la commission d'appel d'offres, dans une certaine tranche de travaux d'achats, les conseils ont institué une commission des marchés qui permet d'assister le Maire sur l'examen de ces offres.

M. Le Maire : Nous attendrons vos propositions et nous délibérerons.

M. SALMON : Je les ferai au vu de ce qui est pratiqué aujourd'hui.

M. Le Maire : Il n'y a pas de soucis, nous vous communiquerons les règlements. Pas d'autres demandes d'intervention ? Très bien. Je vais vous demander maintenant votre approbation sur le compte-rendu du conseil municipal du 24 février qui était le dernier en date. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Non ?

M. SALMON : À nouveau, je prends la parole, mais pas du tout sur ce compte-rendu puisque mes collègues qui siégeaient dans le mandat précédent m'ont informé que les transcriptions sont fidèles aux débats. C'était juste pour se faire préciser les modalités d'établissements de ce compte-rendu : est-ce qu'il est transmis au groupe avant envoi, de façon à ce que nous évitions les questions souvent récurrentes, par exemple « je n'ai pas dit ça » ou encore « je ne l'ai pas dit comme ça ».

M. Le Maire : Tout à fait. Alors, le seul absent ce soir qui aurait pu vous donner la réponse en direct est M. HALLOUL puisqu'il était destinataire. Alors, oui effectivement, lorsque le compte-rendu est tapé et qu'il nous est envoyé, nous l'envoyons tout de suite aux têtes de liste, qui en prennent connaissance et qui font leurs remarques avant le conseil. Sinon, pas de demandes d'intervention ? Donc, pour ce compte-rendu du conseil municipal du 24 février, qui vote contre ? Qui s'abstient ? Trois abstentions, il est adopté, je vous remercie.

**Adopté à la majorité  
3 abstentions**

## **2. Indemnités du maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués**

M. Le Maire : La première délibération concerne les indemnités du maire, les adjoints et les conseillers municipaux délégués. Vous le savez, la loi, après avoir constaté l'élection du maire considère qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des élus locaux. Pour la commune de Villefontaine le taux maximal de l'indemnité du Maire ne peut dépasser 65 % d'indice brut, celui des conseillers municipaux 27 % et 6 % aux conseillers titulaires de délégation. Je vous propose ce soir d'adopter les indemnités des adjoints et conseillers municipaux délégués telles que mentionnées sur cette délibération, sachant que c'est exactement la même qui avait été prise sur le mandat précédent, il n'y a donc pas de modifications. Des demandes d'intervention ? Oui, M. SALMON.

M. SALMON : Monsieur Le Maire, je vais vous demander de retirer cette délibération qui n'est pas conforme au dernier alinéa de l'article L2123-22 qui prévoit de fait deux délibérations. Vous devez d'abord délibérer sur la base, puis dans une deuxième délibération, établir les majorations de façon à ce que tout le monde prenne bien connaissance de la base attribuée et des majorations votées. C'est une disposition législative, vous ne pouvez pas y déroger. D'autres communes avaient essayé de le faire, le contrôle de légalité leur a demandé de les retirer et de reprendre la délibération.

M. Le Maire : C'est écrit dans la délibération, Monsieur SALMON.

M. SALMON : Non, ce sont deux délibérations séparées, le dernier alinéa de l'article L2123-22 du code général est assez clair.

M. Le Maire : Bien, nous n'allons pas perdre de temps, nous allons faire deux votes, nous transcrivons deux délibérations, nous le voterons ainsi en deux fois. Nous allons d'abord voter sur la base, donc telle qu'elle est indiquée dans la délibération, soit dans la première partie...

M. SALMON : Ce n'est justement pas indiqué dans la délibération. C'est bien le problème. C'est que votre délibération fait un calcul global et ne permet pas de déterminer les deux.

Mme SOARES : Il y a un taux dans l'annexe.

M. SALMON : Oui, mais nous ne délibérons pas sur l'annexe, Madame.

M. Le Maire : Vous l'avez dans le tableau récapitulatif.

M. SALMON : Je suis désolé, Monsieur le Maire, encore une fois, une annexe ne vaut pas délibération. Votre délibération doit préciser d'abord le calcul de la base, puis le calcul de la majoration, ce qui n'est pas le cas de votre délibération. Nous n'avons qu'un résultat, que je me suis amusé à recalculer, qui est d'ailleurs juste, mais il n'y a pas les modalités de calcul. J'ai dû les extrapoler.

M. Le Maire : Alors, Monsieur SALMON, je vous propose quelque chose qui est tout à fait légal, c'est que nous réécrivons la délibération pour mentionner l'annexe, nous le votons en deux

fois et à partir du moment où la délibération fait référence à l'annexe, à ce moment-là, la délibération est valable.

M. SALMON : Encore une fois, il n'y a pas le détail du calcul. Ne commençons pas à nous amuser, nous n'avons, ni vous ni moi, rédigé le code général des collectivités locales, le minimum est donc que nous le respections.

M. Le Maire : Alors, écoutez Monsieur SALMON, nous avons toujours voté les annualités sous cette forme-là, je vais la mettre aux voix, si vous voulez l'attaquer, vous l'attaquerez.

M. SALMON : Je suis désolé que vous le preniez sur ce ton-là.

M. Le Maire : Je vous propose une solution.

M SALMON : Mais nous appliquons les textes, vous avez les services qui connaissent le code général beaucoup mieux que moi, vous avez eu le temps de les rédiger, je suis très surpris d'avoir à faire ce genre de remarques de forme. Par ailleurs, si vous maintenez aux voix, je vous indique dès aujourd'hui, même tout de suite, que nous voterons contre parce que nous sommes contre l'application de la deuxième majoration dite « ancien chef-lieu de canton de 15 % » qui ne correspond à rien.

M. Le Maire : Ça, je ne suis pas surpris parce que l'opposition a toujours tenu ce dialogue-là à chaque nouveau mandat.

M. SALMON : Et nous l'avons indiqué dans notre projet dès février.

M. Le Maire : De toute façon, Monsieur SALMON, permettez-moi de vous faire remarquer que ce n'est pas votre projet qui est appliqué ici, c'est le nôtre. D'accord ? Bien. Nous n'allons donc pas polémiquer là-dessus, je vous propose une solution qui permettrait juridiquement de contourner le problème...

M. SALMON : Il n'y a pas à contourner le problème, il y a une seule solution : vous retirez votre délibération et vous revenez au prochain conseil.

M. Le Maire : Ce n'est pas un problème, nous avons...

M. SALMON : Ou vous la réécrivez dans la foulée.

M. Le Maire : M. SALMON, nous avons tous les deux une vision différente de la rédaction de cette délibération. Moi, je vous dis que si nous faisons dans la délibération référence à l'annexe, la délibération sera valable, vous me dites que non, écoutez, nous allons faire lire le droit.

M. SALMON : Je ne vais pas me payer 3 000 euros d'avocat pour un résultat dans cinq ans pour une infraction que vous commettez en pleine connaissance de l'article L2123-22.

M. Le Maire : Le contrôle de légalité le dira, d'accord ? Voilà, nous ferons lire le droit par le contrôle de l'égalité. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets cette délibération aux voix sur les indemnités des élus. Y a-t-il des votes contre ? Donc, vous avez un pouvoir M. SALMON, c'est-à-dire cela nous fait cinq élus contre. Qui s'abstient ? Qui vote pour ? Je vous remercie.

**Adopté à la majorité  
5 contre**

### **3. Création des commissions municipales et élection dans les différentes commissions**

M. Le Maire : Bien, alors, nous allons passer à la création des commissions permanentes. Je vous propose une modification du fonctionnement que nous avons jusqu'à présent. En effet, à ce jour, nous travaillons sur les délégations des adjoints et chaque adjoint étant en responsabilité d'une commission, certaines étant obligatoires et d'autres facultatives. Je vous propose de ne créer que quatre commissions permanentes, trois étant calées sur les thématiques du projet que nous défendons et portons sur ce mandat, ainsi qu'une commission finance et action municipale qui regroupera l'ensemble des adjoints, avec une représentation bien entendu des oppositions, afin de pouvoir balayer l'ensemble des sujets avant les conseils municipaux. Sur cette proposition de créer simplement quatre commissions permanentes, il y a des demandes d'intervention ? Oui, M. NASSISI.

M. NASSISI : Simplement, nous aimerions connaître un peu plus sur les détails. Ce que signifie action municipale en tant que sens ? Bien vivre ensemble ? Est-ce que nous pouvons avoir davantage d'explications ? Nous souhaiterions donc avoir un peu plus de détails sur ce qui sera à l'intérieur de chacune de ces commissions.

M. Le Maire : Alors, vous allez l'avoir. Vous l'avez quelque part sur la délibération précédente. D'ailleurs je reviendrais dessus parce que je voulais annoncer la nomination des conseillers municipaux délégués avec les sujets dont ils seront en charge.

Donc, vous avez regroupé par thème les délégations des adjoints, chaque thème ayant trois adjoints dans sa commission, et vous avez le nom des délégations de chaque adjoint qui est très éclairant sur l'application du projet politique que nous portons. Cette articulation du nombre de commissions est faite pour donner de la lisibilité sur l'action municipale et pour mieux suivre les projets par thématique. Je vais reprendre le tableau annexe qui était au dos : vous avez donc l'adjoint en charge des enjeux environnementaux et des ressources humaines qui est dans l'environnement, ainsi que l'adjoint en charge de la stratégie patrimoniale des travaux et affaires scolaires.

M. SALMON : Ça n'a pas l'air évident quand même.

M. le Maire : Si, mais je n'ai pas le tableau sous les yeux, Monsieur.

M. SALMON : Nous non plus. C'est bien le problème.

M. le Maire : Vous l'avez eu l'autre soir, à l'installation.

Mme VERJUS : Affaires scolaires, c'est dans environnement ?

M. Le Maire : Oui, parce que dans affaires scolaires, il y a l'entretien du patrimoine scolaire, mais il y aura une conseillère municipale déléguée, en charge plus particulièrement du projet éducatif du territoire. Les conseillers municipaux délégués que j'ai nommés ce soir sont :

- ✚ Un conseiller municipal délégué en charge du Phare et de l'accompagnement des seniors : Madame Aurore CROS
- ✚ Un délégué en charge des projets participatifs des comités consultatifs et instances de concertation : Monsieur Mustafa TUNCA
- ✚ Un délégué en charge du projet éducatif du territoire : Madame Bouchra LOUKILI
- ✚ Un délégué en charge du contrôle, du suivi budgétaire et du suivi des affaires juridiques : Monsieur Laurent DI SANTO
- ✚ Un délégué en charge du BIJ et de l'animation jeunesse : Monsieur Zinelabidine MAZARI
- ✚ Un conseiller délégué en charge du cadre de vie : Monsieur Julien GAGET
- ✚ Un conseiller en charge du réseau commercial, de l'emploi et du bureau des stages et apprentissages : Madame Jeannine GUILLERMINET
- ✚ Un conseiller délégué en charge de l'accessibilité et du handicap : Monsieur Gérard GENTHON.

Ils sont donc au nombre de huit.

M. SALMON : Monsieur Le Maire, je suis désolé de revenir à la charge, mais rien dans le tableau qui nous a été envoyé et dans vos explications, permet de comprendre quel est le découpage entre bien vivre ensemble et attractivité du territoire par exemple, je prends ces deux là au hasard.

M. Le Maire : Je vous ferai passer le tableau dès demain, par mail.

M.SALMON : Vous comprenez que c'est un peu délicat de choisir une commission quand nous ne connaissons pas les thématiques qui vont y être traitées.

M. Le Maire : Les thématiques parlent d'elles-mêmes.

M. SALMON : Elles parlent sans doute d'elles-mêmes, mais j'avoue que bien vivre ensemble me semble un peu « fourre-tout ». Nous pouvons certes y mettre à la fois de la culture, de

l'éducation, nous venons d'apprendre que l'éducation n'est pas dans bien vivre ensemble, mais dans environnement et développement durable. Vous remarquerez que ce n'est pas vraiment lié au titre.

M. Le Maire : Pour répondre à votre question, la culture est dans l'attractivité du territoire, le sport et le développement économique. Nous allons les retrouver, Monsieur SALMON, comme ça, nous pourrons répondre à vos interrogations.

M. SALMON : Ce que je vous propose, c'est une suspension de séance, cela vous permettra d'aller chercher vos dossiers.

M. Le Maire : Nous n'allons pas perdre du temps, ne vous inquiétez pas, nous allons y arriver. Dans le *Bien vivre ensemble* : vous avez la cohésion, l'innovation sociale et l'inclusion, l'action sociale, l'accès aux soins des seniors, les relations à la population et les relations avec les citoyens. Dans *l'environnement, développement durable* : vous avez les enjeux environnementaux, ressources humaines, la stratégie patrimoniale, travaux et affaires scolaires. Le troisième est *l'urbanisme, l'aménagement et la mobilité*. Ensuite, dans *l'attractivité du territoire*, je vous l'ai dit, il y a : le sport, la culture et le développement économique.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ?

M. SALMON : Et finances et actions municipales ?

M. Le Maire : Finances et actions municipales regroupent l'ensemble de toutes les commissions, puisque dans cette commission-là... En fin de compte, toutes les actions ont un impact financier. Donc, cette commission finances et actions municipales est la grande commission qui regroupera l'ensemble des thématiques et qui sera abordée avant chaque conseil municipal.

Mme VERJUS : Vous voulez dire que tous les présidents de commission seront réunis dans une seule.

M. Le Maire : Oui, tout à fait.

Mme VERJUS : Ce sera une espèce d'assemblée générale.

M. Le Maire : Cela permet de travailler davantage en transversalité et permettre ainsi à l'ensemble des élus d'être au courant de l'ensemble des dossiers, plutôt que de travailler d'une manière verticale et un peu cloisonnée. Est-ce que ça répond à vos questions ?

Mme VERJUS : Du coup, est-ce qu'il est nécessaire qu'il y ait un représentant de l'opposition ?

M. Le Maire : Nous allons y venir parce que là nous votons sur le nombre de commissions.

Mme VERJUS : Attendez, c'est en lien avec ce que vous venez de nous annoncer. Est-ce qu'il est nécessaire d'avoir un représentant dans finances et actions municipales ? Puisqu'en effet, tous les autres représentants des autres commissions seront déjà là, donc cela vient faire doublon.

M. Le Maire : Non, non. Vous allez comprendre quand nous allons voir la composition. Là, je vous propose de délibérer sur le nombre de commissions. Ensuite, nous verrons la composition des commissions.

S'il n'y a plus d'interventions, je mets aux voix sur la création des quatre commissions permanentes, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

### **Adopté à l'unanimité**

M. SALMON : Monsieur Le Maire, je suis dans l'obligation de vous demander une suspension de séance parce que la répartition des dossiers entre les différentes commissions ne correspond pas tout à fait à ce que, nous-mêmes, avons extrapolé à partir du titre. Il faut donc que nous revoyions tout cela.

M. Le Maire : L'interruption de séance vous est accordée de droit M. SALMON, puisque c'est la première.

M. SALMON : Merci.

M. Le Maire : Donc, interruption de séance.

M. Le Maire : Nous allons reprendre la séance. Je vous écoute, M. SALMON, vous voulez intervenir ?

M. SALMON : C'était juste pour vérifier que les candidatures que nous allons présenter sont bien en corrélation avec l'intitulé et le contenu des commissions. J'ai peut-être loupé, dans votre proposition, le nombre de membres par commission.

M. Le Maire : Il est ouvert, il y aura une répartition.

M. SALMON : S'il est ouvert... Pour calculer la proportionnelle au plus fort reste, à un moment, il faut un chiffre.

M. Le Maire : Ce n'est pas une proportionnelle au plus fort reste, c'est une proportionnelle simple. Il y a une erreur dans la délibération.

M. SALMON : Je ne sais pas, c'est la vôtre. Nous nous appuyons sur ce que vous avez rédigé.

M. Le Maire : Je sais. Il ne peut pas y avoir de plus fort reste. Je peux vous donner les compositions, il y aura, selon la répartition, environ dix membres pour la majorité, cela va



jusqu'à treize, et cela vous laisse donc deux membres pour la liste « AVEC » et un pour la liste « Plus belle la ville » sur la représentation.

M. NASSISI : Il n'y aura pas de suppléants ?

M. Le Maire : Il n'y a pas de suppléants dans les commissions. Pour chaque commission, commission finances et actions municipales, la commission environnement et développement durable dont je vous ai donné les thèmes, vous pourrez les remettre, et la commission bien vivre ensemble, vous aurez donc environ de dix à treize membres pour la majorité, deux pour la liste « AVEC » et un pour la liste « Plus belle la ville ». Voilà la composition à peu près. Comme c'est un scrutin de liste, vous avez le nom... Cela aurait été effectivement plus lisible d'inscrire à côté du nom de chaque adjoint, la délégation à laquelle il appartient, ça aurait été plus éclairant et je vous les ai donnés verbalement tout à l'heure. Nous faisons le calcul de proportionnel direct. Vous voyez que pour la commission où il y a dix membres de la majorité, ça laisse 9,85 sièges pour la majorité, c'est-à-dire 10, puisqu'on arrondit à l'inférieur si on est en dessous de 0,5 et si c'est au-dessus de 0,5, on arrondit au chiffre supérieur.

On peut revenir sur la fixation du nombre de commissions, s'il vous plaît ? Je mets cela aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ?

Mais cela a déjà été fait. Excusez-moi. Avec l'interruption de séance...

On va revenir au cours normal, à la fixation du nombre d'administrateurs au conseil d'administration du CCAS.

M. Le Maire : Bien. On va reprendre le fil normal des choses. Est-ce que vous voulez désigner en séance les membres de la liste AVEC ? Alors, allez-y M. SALMON, je vous écoute.

M. SALMON : Pour finances et actions municipales, c'est Madame VERJUS et Monsieur SALMON.

M. Le Maire : Mme VERJUS et M. SALMON. M. NASSISI pour votre liste ?

M. NASSISI : Pour finances et actions municipales : Bernard JAN.

M. Le Maire : Très bien, donc liste complétée. Je vous propose de la voter. Alors nous passons les quatre commissions et nous votons le tout ensemble si vous le souhaitez.

Alors commission bien vivre ensemble. C'est celle sur laquelle nous avons le plus de membres. Nous sommes 13 pour la majorité, mais vous voyez que nous restons quand même en dessous des arrondis, 2,42 pour la liste AVEC, ça laisse toujours deux membres, et 1,45 pour la liste Plus belle la ville, c'est-à-dire un membre. Quels sont vos deux représentants M. SALMON pour cette commission bien vivre ?

M. SALMON : C'est Mme SAGIROGLU et M. SALMON.

M. Le Maire : Mme SAGIROGLU ET M. SALMON. Et M. NASSISI ?

M. NASSISI : Ce sera Anne-Valérie MITTENDORFER.

M. Le Maire : Anne-Valérie MITTENDORFER. Très bien. Et pour la commission Attractivité du territoire. M. SALMON ?

M. SALMON : M. HALLOUL et Mme SAGIROGLU.

M. Le Maire : M. NASSISI ?

M. NASSISI : Attractivité, ce sera moi-même, M. NASSISI.

M. le Maire : M. NASSISI. Très bien.

M. SALMON : Il manque une commission.

M. Le Maire : Oui, Environnement et développement durable.

M. SALMON : C'est M. HALLOUL et Mme DUMOULIN.

M. Le Maire : M. HALLOUL et Mme DUMOULIN pour la liste AVEC et M. NASSISI ?

M. NASSISI : Anne-Valérie MITTENDORFER.

M. Le Maire : Anne-Valérie MITTENDORFER pour la liste Plus belle la ville. Je vous remercie. Je vous propose de mettre aux voix la constitution de ces quatre commissions permanentes municipales. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Elles sont adoptées à l'unanimité. Je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **4. Fixation du nombre d'administrateurs au conseil d'administration du CCAS**

M. Le Maire : Nous pouvons passer maintenant à la fixation du nombre d'administrateurs au centre communal d'action sociale (CCAS). Il y a un certain nombre de délibérations justement qui vont être le renouvellement des délégués ou des représentants dans les organismes extérieurs ou les organismes internes à la commune. Donc, je vous propose, pour faire simple, de garder la même constitution au conseil d'administration du CCAS que sur la précédente mandature, c'est-à-dire de fixer à quinze le nombre d'administrateurs avec : le Maire comme président de droit, bien entendu, sept membres élus au sein du conseil municipal et sept membres nommés par le Maire, dans les conditions de l'article, qui était affiché, du code de l'action sociale et des familles. Pour ce faire, vous allez présenter des listes, là pour le coup,

c'est un vote à bulletin secret. Je vous propose pour simplifier les choses compte tenu des aléas qu'on a eus vendredi dernier sur le conseil municipal d'installation, je sou mets la proposition au conseil municipal : soit nous mettons l'urne en place, je fais l'appel et chaque conseiller se lève et met son enveloppe dans l'urne, soit vous restez à vos places, je ne fais pas l'appel. Nous faisons circuler une boîte dans laquelle vous mettez tous votre enveloppe. Nous comptons, il devrait y avoir le nombre d'enveloppes correspondantes aux présents et aux représentés. Ceci nous permet de gagner du temps et d'éviter les mouvements de siège. Est-ce que cette façon de faire vous conviendrait ? Sachant que le dépouillement est fait dans les règles habituelles, c'est-à-dire, nous comptons les enveloppes. Nous pourrions mettre un scrutateur par liste, si vous le souhaitez, il n'y a pas de problèmes. Pas d'opposition ? M. SALMON ? Très bien, je vous remercie. Nous ferons donc circuler ce qui servira d'urne. Pour l'instant, nous allons fixer le nombre d'administrateurs au conseil d'administration du CCAS sur cette composition à quinze, avec sept membres élus, sept membres nommés et le Maire président de droit. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **5. Désignation des représentants du conseil municipal au conseil d'administration du CCAS**

M. Le Maire : Donc, nous allons maintenant désigner les représentants au conseil municipal. Il y a donc trois listes en présence. J'ai reçu pour la liste « AVEC » les candidatures, en titulaire de Mme Anne VERJUS, M. Khalid HALLOUL et M. Jean-Noël SALMON et en suppléant M. Khalid HALLOUL, Mme Céline DUMOULIN et Mme Aïcha SAGIROGLU. C'est correct ?

Pour la liste « Plus belle la ville », j'ai reçu les candidatures, en titulaire de M. Ludovic NASSISI et en suppléant de Mme Anne-Valérie MITTENDORFER.

Je vous propose de préparer vos bulletins de vote.

M. SALMON : M. Le Maire, une petite question. Sur le bulletin de vote, nous sommes bien d'accord, nous mettons sur deux colonnes : les titulaires d'un côté et les suppléants de l'autre sur le même bulletin ?

M. Le Maire : Oui.

M. SALMON : D'accord.

M. Le Maire : M. SALMON, excusez-moi, sur la composition du CCAS, il n'y a pas de suppléants. Si vous le permettez, vous devez mettre une liste de sept membres. Je comprends que pour M. NASSISI, c'est compliqué de mettre sept membres et pour vous aussi également. Je vous propose d'enlever la notion de titulaire et de suppléant, votre liste sera l'ensemble de vos candidats. Ça vous convient ? Voilà.

M. NASSISI : Dans ces conditions, peut-on rajouter Bernard JAN ?

M. Le Maire : Oui, vous pouvez rajouter Bernard JAN, si vous le souhaitez. Je le rajoute.  
M.SALMON, j'ai veillé sur votre liste titulaire et suppléant.

M. SALMON : Oui. Merci.

M. Le Maire : Par contre, ça nous oblige à faire dans l'ordre.  
Donc, je vais demander à M. GENTHON et Mme DEBRYE de bien vouloir aller avec un masque à la table de dépouillement, s'il vous plaît. Est-ce que quelqu'un des listes d'opposition veut assister et superviser les opérations de dépouillement ?  
Nous devons avoir trente-trois enveloppes, puisque les deux absents ont donné pouvoir.  
Nous allons attendre l'enveloppe de M. SALMON. Constance, tu veux bien aller mettre le carton à M. SALMON, s'il te plaît.  
Vous annoncez les listes complètes.

Mme DEBRYE procède au dépouillement à voix haute.

M. GENTHON : Les résultats sont les suivants :

- La liste Plus belle la ville : **3 voix.**
- La liste AVEC : **5 voix.**
- La liste Bien vivre à Villefontaine : **25 voix.**

M. Le Maire : Merci, cela nous donne comme résultats, la répartition des sièges au quotient : cela ferait donc cinq sièges pour la liste Bien vivre, un siège pour la liste AVEC et pas de siège pour la liste Plus belle la ville, mais avec l'attribution des sièges au plus fort reste, cela donne un siège à la liste Plus belle la ville. Donc, la composition sera donc la suivante :

- **Cinq sièges** pour la liste Bien vivre.
- **Un siège** pour la liste AVEC.
- **Un siège** pour la liste Plus belle la ville

Est-ce que je considère que c'est le premier de liste qui siège ? C'est obligatoire, de toute façon. C'est dans l'ordre. Donc Mme Anne VERJUS et M. NASSISI. Pour la majorité, je suis président de droit et les cinq élus qui siégeront seront : Maryse LORIOT-CARNIS ; Jeanine GUILLERMINET ; Gérard GENTHON ; Aurore CROS ; Constance DEBRYE.

Alors, pour information, je vais vous donner les noms des sept représentants que je nomme en tant que Maire : Jean-Claude GAULARD ; Yvette MAS ; Robert PORCHER-GUINET ; Sabine HRYCENKO ; Marie GUILLOT ; Michel RUTKOWSKI ; Bernadette PALKUS.

## 6. Commission d'Appels d'Offres

M. Le Maire : Nous allons maintenant passer à la commission d'appels d'offres. Alors, nous sommes exactement sur le même modèle, est-ce que je peux considérer que pour les trois élections nous utilisons le même procédé ? Nous faisons circuler la boîte, c'est d'accord.

Sur la CAO, il y a titulaires et suppléants, donc vous faites bien deux colonnes ou deux listes sur votre bulletin de vote. Pour les personnes qui ont un pouvoir, vous mettez bien deux enveloppes s'il vous plaît.

Pour la majorité, les candidats sont :

- Titulaires : Patrick NICOLE-WILLIAMS, Laurent DI SANTO, Jacques DOS SANTOS, Carine KOPFERSCHMITT, Mahfoud GUENNOUN et Zinelabidine MAZARI.
- Suppléants : Christian GUETAT, Yves TOUYERAS, Jean-Christophe DURA, Maryse LORIOT-CARNIS et Danielle PENOT.

Pour la liste AVEC :

- Titulaires : Céline DUMOULIN, Jean-Noël SALMON et Khalid HALLOUL.
- Suppléants : Jean-Noël SALMON, Aicha SAGIROGLU et Anne VERJUS.

Pour la liste Plus belle la ville :

- Titulaire : Anne-Valérie MITTENDORFER.
- Suppléant : Ludovic NASSISI.

Si tout le monde est prêt, nous pouvons procéder aux opérations de vote.

Mme DEBRYE procède au dépouillement à voix haute.

M.GENTHON : Les résultats sont les suivants :

- La liste Plus belle la ville : **3 voix.**
- La liste AVEC : **5 voix.**
- La liste Bien vivre : **25 voix.**

M. Le Maire : Ce qui nous donne une attribution au quotient de trois sièges pour la liste Bien vivre, aucun siège pour la liste AVEC et la liste Plus belle la ville, mais avec l'attribution des sièges au plus fort reste, cela fait un siège de plus pour la liste Bien vivre, un siège pour la liste AVEC. Donc, la répartition pour la commission d'appels d'offres sera la suivante :

Pour la liste Bien vivre :

- **Quatre sièges en titulaire**
- **Quatre sièges en suppléant**

Pour la liste AVEC :

- **Un siège en titulaire**
- **Un siège en suppléant**

Pour la liste Plus belle la ville :

- **AUCUN siège en titulaire et en suppléant**

## 7. Commission de Délégation de Service Public

M. Le Maire : Dans les mêmes dispositions que pour la commission d'appels d'offres, nous devons nous doter d'une commission de délégation de service public, qui a le même objet, c'est-à-dire analyser et procéder à l'ouverture des candidatures et des offres de délégation de service public. Elle doit également émettre un avis sur les projets d'avenant qui entraînent une augmentation globale ou supérieure à 5 % du montant initial. Les attributions restent exactement les mêmes, c'est-à-dire, nous devons élire cinq membres titulaires et cinq membres suppléants à la proportionnelle au plus fort reste et je vous propose donc de procéder également de la même manière que pour la commission d'appels d'offres. Si tout va bien, ce sera le dernier vote de ce soir.

Pour la majorité, je suis titulaire de droit bien entendu.

Pour la liste Bien vivre les candidats sont :

- Titulaires : Laurent DI SANTO, Daniel PENAUD, Rachid MESLEM, Houria KHETTAB et Constance DEBRYE.
- Suppléants : Christian GUETAT, Yves TOUYERAS, Maryse LORiot-CARNIS, Nadège GUSTO et Laetitia GRONDIN.

Pour la liste AVEC :

- Titulaires : Jean-Noël SALMON, Céline DUMOULIN et Khalid HALLOUL.
- Suppléants : Céline DUMOULIN, Anne VERJUS et Aïcha SAGIROGLU.

Pour la liste Plus belle la ville :

- Titulaire : Bernard JAN.
- Suppléant : Anne-Valérie MITTENDORFER.

Si tout le monde est prêt, nous pouvons passer aux opérations de vote, s'il vous plaît.

Mme DEBRYE procède au dépouillement à voix haute.

M. GENTHON : Les résultats sont les suivants :

- La liste Plus belle la ville : **3 voix.**
- La liste AVEC : **5 voix.**
- La liste Bien vivre : **25 voix.**

M. Le Maire : Je vous remercie. La répartition des sièges au quotient donne trois sièges pour la liste Bien vivre et aucun siège pour les listes AVEC et Plus belle la ville. L'attribution au plus fort reste attribue un siège de plus à la liste Bien vivre et un siège à la liste AVEC.

La répartition finale est donc de :

Pour la liste Bien vivre :

- **Quatre sièges en titulaire**
- **Quatre sièges en suppléant**

Pour la liste AVEC :

- **Un siège en titulaire**
- **Un siège en suppléant**

Pour la liste Plus belle la ville :

- **AUCUN siège en titulaire et en suppléant**

Je vous remercie d'avoir accepté cette facilitation de ces opérations de vote dans l'intérêt de tout le monde. Oui, M. SALMON ?

M. SALMON : Juste une petite question, concernant la commission consultative des services publics locaux, vous avez prévu de la reconstituer à quel moment ?

M. Le Maire : La commission consultative des services publics locaux est portée par la CAPI.

M. SALMON : Il y a des services publics qui ont délégué. Nous délibérons sur une DSP, donc cela veut dire qu'il y a des services en DSP, donc il doit y avoir une commission des services publics locaux communale.

M. Le Maire : Nous la ferons au prochain conseil municipal.

## **8. Renouvellement de la Commission Communale des Impôts directs**

M. Le Maire : Suite au renouvellement des conseillers municipaux dans leur intégralité, il faut que nous fassions acte de candidature auprès de M. le Directeur départemental des finances publiques pour renouveler la commission communale des impôts directs. C'est une commission qui donne son avis tous les ans sur les nouvelles évaluations des locaux d'habitation recensés par l'administration fiscale. Dans les communes de notre taille, cette commission est composée de seize commissaires, dont huit titulaires et huit suppléants, qui sont désignés par le directeur départemental sur la base d'une liste de trente-deux noms transmis par la commune dans un délai de deux mois qui suit le renouvellement du conseil municipal.

Nous sommes trente-trois conseillers municipaux, je vous propose de transmettre la liste de l'intégralité du conseil municipal, hormis ma personne. Vous avez au dos de la délibération le nom de tous les conseillers municipaux. Nous allons envoyer cette liste au directeur départemental qui choisira ses huit commissaires titulaires et huit commissaires suppléants parmi les trente-deux noms qui sont affichés ici. Est-ce que cela vous convient ?

M. SALMON : Cette solution a l'avantage de la simplicité, par contre, je ne suis pas sûr que ça réponde aux obligations des membres de cette commission. Je vous rappelle qu'il faut qu'ils soient tous contribuables de la commune, je pense que c'est d'ailleurs le cas de l'ensemble des conseillers, mais par contre sur les trois taxes. Il faut que parmi les huit titulaires et les

huit suppléants, il y en ait qui soient assujettis à la taxe foncière, à la taxe d'habitation et à la CFE. C'est l'article 1650 du code.

M. Le Maire : Le directeur départemental fera les vérifications.

M. SALMON : Il sera sans doute obligé d'aller puiser ailleurs.

M. Le Maire : Il fera ses vérifications. Parfait, donc s'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix sur cette proposition de la liste des trente-deux noms des conseillers municipaux, hormis le Maire. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **9. Institution de la commission de contrôle des listes électorales suite au renouvellement général des conseils municipaux**

M. Le Maire : Dans le même ordre, nous devons instituer une nouvelle commission de contrôle des listes électorales, puisque le code électoral dans l'article L-19 nous oblige à avoir une commission de contrôle des listes électorales. Loi qui a été modifiée en août 2016 sur la rénovation des modalités d'inscription. Cette commission de contrôle des listes électorales a pour objet de se réunir en cas de recours administratif demandé par les électeurs contre les décisions prises par le Maire et contrôler la régularité des listes électorales. Elle est composée de trois conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges et deux conseillers municipaux appartenant respectivement à la deuxième et troisième liste. Dans notre cas, nous sommes dans une commune de mille habitants et plus et il y avait trois listes en lice au deuxième tour. Je vous propose de désigner, parce que c'est une désignation. Nous allons faire appel à candidatures. M. SALMON pour votre liste ?

M. SALMON : Mme VERJUS comme titulaire et Jean-Noël SALMON comme suppléant.

M. Le Maire : Je ne crois pas qu'il y ait de suppléant...

M. SALMON : Il est marqué.

M. Le Maire : Si, pardon, excusez-moi. Alors, Mme VERJUS en titulaire et M. SALMON en suppléant. M. NASSISI ?

M. NASSISI : Ludovic NASSISI en titulaire et Bernard JAN en suppléant.

M. Le Maire : Ludovic NASSISI en titulaire et Bernard JAN en suppléant. Nous avons pour titulaire M. TOUYERAS.



M. SALMON : Ça ne peut pas être un adjoint ni une personne d'une délégation se rapportant à la liste.

M. Le Maire : Oui, voilà. Mme GUILLERMINET, Mme LOUKILI et M. TUNCA en titulaires. M. GAGET, Mme CROS et M. DI SANTO en suppléants.

S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets aux voix pour la constitution de cette commission de contrôle des listes électorales. Ya-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **10. Désignation des délégués du conseil municipal au Comité Technique (CT) et au Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)**

M. Le Maire : Nous allons procéder à la désignation des délégués du conseil municipal au Comité Technique et au Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de travail. Je précise bien que contrairement à une coquille qui existe dans le rapport, il s'agit bien d'une désignation et non pas d'une élection. Je propose de désigner au Comité Technique en titulaire : M. GUETAT, Mme GUILLERMINET, Mme LORIOT-CARNIS, M. DOS SANTOS, M. FAYET et en suppléant : M. TUNCA, Mme KOPFERSCHMITT, M. DI SANTO, M. MAZARI et Mme GUSTO.

Au CHSCT en titulaire : M. GUETAT, Mme PENOT, M. MESLEM, Mme GAMBIER, M. FAYET et en suppléant : M. GAGET, Mme GUSTO, M. DI SANTO, M. TOUYERAS et Mme GRONDIN.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? M. SALMON ?

M. SALMON : Oui, vous ne serez pas surpris parce que c'est une demande récurrente des groupes d'opposition depuis longtemps. Sur un Comité Technique qui a cinq représentants de l'autorité territoriale, moi, je vous propose qu'il y en ait un qui soit au groupe d'opposition. Dans un premier temps, vous aviez marqué « élire » alors j'allais faire le raisonnement sur l'élection et l'application du fort reste, mais effectivement les lois portant statuts de la fonction publique prévoient une représentation de l'autorité territoriale par désignation. D'ailleurs, du maire, je ne suis même pas sûr qu'il y ait besoin d'un vote, mais ça, c'est autre chose. Donc, moi, je renouvelle ma demande que tant au comité Technique qu'au CHSCT, il puisse y avoir un représentant de notre groupe en tant que groupe d'opposition.

M. Le Maire : Je vais vous faire la même réponse que j'ai faite sur le mandat précédent, à savoir que j'avais quand même ouvert la porte en autorisant un observateur dans ces deux comités. Je vous renouvelle la proposition, donc avec un observateur pour votre liste, M. SALMON, et un observateur pour la liste de M. NASSISI. Mais observateur.

M. SALMON : Je regrette, mais j'en prends acte.

M. Le Maire : J'espère que nous n'aurons pas les mêmes inconvénients que sur le mandat précédent avec un observateur qui a dû être exclu. S'il n'y a pas de demandes d'interventions, je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Huit abstentions.

M. Le Maire : Vous nous dites qui sera observateur, s'il vous plaît ?

M. SALMON : Pour le Comité technique, ce sera M. Khalid HALLOUL et pour le CHSCT, ce sera Mme Aicha SAGIROGLU.

M. le Maire : D'accord. M. NASSISI ?

M. NASSISI : Pour le comité technique, ce sera Mme Valérie MITTENDORFER et pour le CHSCT, moi-même.

M. Le Maire : Très bien. Parfait. C'est voté, je vous remercie.

**Adopté à la majorité  
8 abstentions**

### **11. Désignation des délégués du conseil municipal à l'EPAGE de la Bourbre, à l'assemblée spéciale des petits porteurs d'action de la SEMIDAO et au comité syndical de Territoire Énergie Isère (TE38)**

M. Le Maire : Nous devons renouveler également les délégués du conseil municipal. Nous vous avons mis sur table une délibération qui annule celle que vous aviez dans votre dossier. Donc, les désignations des délégués au conseil municipal, dans les instances du SMABB, ou l'EPAGE, de la Bourbre, c'est la même chose, à l'assemblée générale et à l'assemblée spéciale des petits porteurs d'action de la SEMIDAO, au comité syndical de Territoire Énergie (TE38), au syndicat intercommunal des marais de Bourgoin-Jallieu, à la SEMCODA et au conseil d'administration du groupe OSEZ.

Il s'agit d'une désignation. Vous avez à l'écran les noms des candidats pour chaque SEM puisque ce sont des sociétés d'économie mixte.

M. SALMON : Non, il y en a un qui est un syndicat mixte quand même. J'ai une proposition qui, là encore, ne vous surprendra pas. Dans les mandats précédents, un membre de l'opposition siégeait, je crois, en qualité de suppléant. C'était dans l'ancienne version du SMABB, donc là, c'est moins possible. Par contre, nous serions intéressés pour une proposition pour un suppléant à Territoire Énergie 38.

M. Le Maire : Je pose la question au titulaire qui est mon premier adjoint et au suppléant qui était M. GAGET. Est-ce que tu y vois un inconvénient, Christian ? C'est une demande à laquelle je peux faire droit.

M. SALMON : Je vous propose alors la candidature de Mme Céline DUMOULIN.

M. le Maire : Très bien, alors on remplacera sur la délibération M. Julien GAGET par Mme Céline DUMOULIN. Bien, s'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix. Y a-t-il sur cette désignation de délégués au sein de ces différentes assemblées des oppositions ? Des abstentions ? Trois abstentions. Je vous remercie, c'est adopté à la majorité.

**Adopté à la majorité  
3 abstentions**

**12. Désignation du représentant permanent à l'assemblée spéciale et du représentant permanent à l'assemblée générale des actionnaires de la SPLA SARA**

M. le Maire : Nous continuons par la désignation de représentants permanents à l'assemblée spéciale et du représentant permanent à l'assemblée générale des actionnaires de la SPLA SARA. Vous savez que la commune est actionnaire de la Société d'Aménagement du Rhône aux Alpes, autrement appelée SARA, qui a un capital de sept cent mille euros, mais nous ne disposons pas d'une part suffisante pour avoir un poste d'administrateur. De ce fait, notre collectivité est représentée par le biais de l'assemblée spéciale des collectivités et il est donc demandé ce soir à l'assemblée de désigner un représentant permanent pour assurer la commune au sein de l'assemblée spéciale de la SPLA SARA et de désigner également un représentant permanent pour assurer la représentation de la commune à l'assemblée générale des actionnaires. Donc, pour le représentant permanent à l'assemblée spéciale, je propose la candidature de M. TOUYERAS et pour la représentation permanente à l'assemblée générale des actionnaires : moi-même.

M. SALMON : Juste une question, est-ce que vous pourriez préciser le rôle respectif de l'assemblée générale et l'assemblée spéciale, s'il vous plaît ?

M. Le Maire : Ce sont deux assemblées. L'assemblée générale des actionnaires regroupe l'ensemble des actionnaires, comme son nom l'indique. L'assemblée spéciale fait une représentation proportionnelle par rapport au nombre d'actions portées. Comme nous n'avons pas d'action suffisante qui nous permet d'avoir un poste d'administrateur, nous sommes représentés au conseil d'administration, et non pas à l'assemblée générale, par une assemblée spéciale. Cette assemblée est composée des communes de Bourgoin-Jallieu, d'Isle-D'abeau, Saint-Quentin Fallavier, La Verpillière, Villefontaine, Domarin, Eclose, Four, Les Eparres, Meyrié, Nivolas-Vermelle, Ruy-Montceau, Satolas-et-Bonce, Saint-Alban-de-Roche, Saint-Savin et Vaulx-Milieu. C'est une représentation au conseil d'administration par le biais

d'un représentant spécial. S'il n'y a pas d'autres questions, je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Huit abstentions. C'est adopté à la majorité, je vous remercie.

**Adopté à la majorité  
8 abstentions**

**13. Désignation des délégués du conseil municipal au conseil d'administration du lycée  
Léonard de Vinci et au sein du conseil d'administration des collèges Aragon, Cassin,  
Delaunay**

M. Le Maire : Nous poursuivons par la désignation des délégués du conseil municipal au conseil d'administration. De même, je vous propose de faire la totalité, en même temps. Je vous proposerai les listes : lycée Léonard de Vinci, collège Louis Aragon, collège René Cassin, collège Sonia Delaunay. Nous devons proposer pour chaque établissement deux titulaires et deux suppléants. Vous avez donc au tableau les représentants proposés pour chaque conseil d'administration.

Pour le lycée Léonard de Vinci :

- M. TUNCA et Mme DEBRYE, en titulaire.
- M. GUENNOUN et Mme KHETTAB, en suppléant.

Pour le collège Louis Aragon :

- Mme PENOT et M. GUENNOUN, en titulaire.
- Mme DEBRYE et M. TUNCA, en suppléant.

Pour le collège René Cassin :

- Mme GRONDIN et Mme KHETTAB, en titulaire.
- M. MAZARI et Mme GAMBIER-ORTIZ, en suppléant.

Pour le collège Sonia Delaunay :

- Mme LOMBARD et Mme GUSTO, en titulaire
- Mme LORiot-CARNIS et M. GUETAT, en suppléant.

Y a-t-il des demandes d'intervention ?

M. SALMON : Oui, je vais vous faire la même proposition que sur les organismes extérieurs. Il y a seize postes de représentation (titulaires et suppléants) dans les établissements du second degré de Villefontaine. Nous serions intéressés par participer à titre de suppléant, nous n'abuserons pas non plus de la position de minoritaire, dans ces instances. Je vous proposerais trois candidats, en suppléant :

Au lycée Léonard de Vinci :

- M. HALLOUL.

Au collège Louis Aragon :

- M. SALMON.

Au collège René Cassin :

- Mme SAGIROGLU.

M. Le Maire : Je pense que nous pouvons faire droit aussi à cette demande qui est légitime. Je propose au deuxième suppléant de notre liste de laisser leur place : M. TUNCA, Mme GAMBIER et M. GUETAT. Vous en êtes d'accord ? Donc, M. SALMON, vous ne proposez personne pour le collège Léonard de Vinci ?

M. SALMON : Si, Léonard de Vinci.

Mme VERJUS : C'est Delaunay.

M. Le Maire : Je n'ai pas entendu. Excusez-moi. On va reprendre, M. SALMON.

M. SALMON : Pour le lycée, Monsieur Khalid HALLOUL, pour le collège Aragon, moi-même, pour René Cassin Aïcha SAGIROGLU. Effectivement, nous ne proposons personne pour le collège Sonia Delaunay.

M. Le Maire : S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix sur la constitution de ces délégués au conseil d'administration du lycée et des collèges. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Trois abstentions, c'est adopté à la majorité. Je vous remercie.

**Adopté à la majorité  
3 abstentions**

#### **14. Création d'une prime exceptionnelle pour les agents mobilisés - COVID 19**

M. Le Maire : Nous allons passer maintenant à un rapport un peu particulier, qui est la création d'une prime exceptionnelle pour les agents mobilisés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Vous savez que le gouvernement a institué par décret, au mois de mai, la possibilité de verser une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique d'État et de la fonction publique territoriale qui ont été soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics. Considérant que cette prime peut être mise en place dans la fonction publique territoriale, j'ai décidé de proposer au conseil d'instaurer cette prime, non reconductible, qui doit être versée sur l'année 2020. Je vous propose ce soir d'approuver l'instauration d'une prime exceptionnelle, en faveur des agents qui ont été particulièrement mobilisés pendant la période de confinement, selon des modalités définies dans la note que vous avez dans votre dossier. Cette prime sera attribuée aux agents ayant

été confrontés à un surcroît significatif de travail, que ce soit en présentiel ou en télétravail, du 17 mars 2020 à midi au 10 mai 2020. Cette prime sera d'un montant individuel maximum de 800 euros, selon le critère d'attribution suivant : une pondération de 30 % pour les agents en télétravail, en présentiel une pondération de 70 %, modulés selon les risques d'exposition :

- ✓ Risque élevé 100 % : exposition régulière au public ou des tiers.
- ✓ Risque modéré 80 % : pas d'exposition au public ou des tiers, mais de travailler en équipe avec des collègues à courte distance physique.
- ✓ Risque faible 60 %.

La prime sera versée au mois d'août 2020. Elle est exonérée d'impôts sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? M. NASSISI ?

M. NASSISI : Nous avons lu dans la presse que la crise sanitaire a coûté de l'argent à la commune : trois cent cinquante mille euros selon les estimations du Maire. C'est ce que disait le Dauphiné Libéré, le 23 juin. Nous aimerions savoir si ce montant correspond à une somme qui intègre cette prime-là ? Combien d'agents municipaux sont concernés ? Combien cette somme représente-t-elle au total ?

M. Le Maire : La prime COVID va représenter selon nos estimations environ quarante-deux mille euros, ce qui au regard de la masse salariale, est très peu de chose. Sur le nombre d'agents concernés, je n'ai pas le détail. Un peu plus de deux cents agents.

M. NASSISI : Est-ce que nous pouvons revenir sur cette information que nous détenons, qui est arrivée dans la presse, qui disait que la période du COVID allait coûter trois cent cinquante mille euros à la commune ? Est-ce que c'est une erreur ou est-ce que c'est plausible ?

M. Le Maire : Non, c'est un chiffre tout à fait plausible.

M. NASSISI : Et ça correspond à quoi ?

M. Le Maire : Il correspond à l'achat de différents matériels, que ce soit des masques, du gel hydroalcoolique, des écrans de séparation, ce qu'on appelle des hygiaphones, l'aménagement de certains bureaux et locaux recevant du public, les aménagements nécessaires au respect des gestes barrières, des sens de circulations, la mise à disposition d'une psychologue, le personnel supplémentaire pour assurer les règles de désinfections sanitaires à l'intérieur des groupes scolaires, etc.

Nous avons provisionné trois cent cinquante mille euros, nous devons être aujourd'hui aux alentours de trois cent mille. Je n'ai pas le détail de toutes ces opérations, mais effectivement, mais nous avons aussi passé une convention avec les sauveteurs secouristes de l'Isère pour la distribution des masques aux personnes les plus vulnérables, pour être sûrs que cela soit fait dans des conditions qui respectent la réglementation sanitaire. Je n'ai pas tous les détails, mais vous pourrez l'avoir, nous reviendrons très certainement sur ce sujet d'ici la fin de l'année. Nous en reparlerons également dans la présentation du budget tout à l'heure. Il n'y a pas d'autres demandes d'intervention ? J'ajoute que cette proposition a été acceptée par

les organisations représentatives du personnel. Je mets donc aux voix l'instauration de cette prime exceptionnelle. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **15. Modification du tableau des effectifs**

M. Le Maire : Je vais passer la parole à M. GUETAT pour la modification du tableau des effectifs.

M. GUETAT : Cette délibération est motivée par le besoin d'actualiser le tableau des effectifs. Vous le retrouvez au verso du document. Il concerne des modifications liées à des recrutements, des mobilités internes. Il y a trois familles, ce coup-ci, mais il y a certaines délibérations où nous avons plusieurs pages. La création de postes et une suppression de poste qui correspond à un départ à la retraite. Alors, il n'a pas disparu puisque la personne avait été nommée, mais pour assurer le tuilage pendant un certain temps, nous avons effectivement créé ce poste, nous avons « doublonné » le poste, et aujourd'hui, celui-ci disparaît au moins pour le numéro trente et un.

C'est un travail qui se fait et qui est l'objet de présentations en Comité Technique et en concertation avec les organisations syndicales. Le dernier Comité Technique qui avait validé et donné un avis favorable à l'unanimité est celui du 18 juin 2020. Ce dernier s'est passé dans des conditions un peu particulières, mais qui s'est tenu.

M. Le Maire : Une demande d'intervention ? M. SALMON ?

M. SALMON : Oui, sur le premier tableau qui s'intitule « Modifications », je ne vois pas les modifications. Je ne comprends pas les modifications qui sont apportées aux différents postes.

M. GUETAT : Ce sont soit effectivement des créations, parce qu'en effet, nous avons recruté suite à...

M. SALMON : Les créations, c'est le tableau d'après. Le premier ?

M. GUETAT : Alors, j'ai un peu oublié le détail, donc dites-moi.

M. BLIND : Le premier tableau fait référence à des recrutements, donc des créations avec quelqu'un qui vient de l'extérieur, le deuxième tableau concerne des créations de postes qui sont liées à des modifications statutaires pour un agent. Transformation d'un poste d'apprenti en recrutement du poste référent famille sur une maison de quartier. Cet agent est déjà en poste.

M. GUETAT : La chargée du développement durable a effectivement été recrutée cet été. Elle est arrivée depuis. Ça, c'est en recrutement. Ressources humaines, c'est une mobilité interne avec une personne qui est derrière nous. Départ à la retraite, assistante du BIJ. Je n'ai pas le nom de la personne, mais elle est venue remplacer... On ne donne pas le nom des agents.

M. SALMON : Ce n'est pas un problème de nom. Vous dites qu'il s'agit de création de postes, mais le poste qui a pour numéro, le numéro trente-cinq, cela m'étonnerait qu'il ait été créé cette semaine ou la semaine dernière.

M. GUETAT : Si vous regardez le titre, c'est une modification.

M. SALMON : C'est la question. Parce que j'ai posé... Quelles sont les modifications ? Monsieur Le Directeur général des services vient de nous répondre qu'il s'agit de créations.

M. Le Maire : Non, pas sur le premier tableau.

M. SALMON : Alors, je repose la question : quelles sont les modifications des six premiers postes qui figurent sur le tableau ?

M. Le Maire : Si vous prenez le poste numéro trente-cinq par exemple, c'est une mobilité interne. C'est-à-dire qu'un agent a changé de fonction à l'intérieur de l'organisation, donc, le poste reste ouvert à l'intérieur des effectifs, mais c'est un changement d'affectation, si je peux l'appeler ainsi.

M. SALMON : Est-ce qu'il ne serait pas plus clair d'avoir la position ancienne et la nouvelle ?

M. GUETAT : C'est tout le travail qui se fait ailleurs. Vous serez présent au prochain CT, nous ne pouvons pas rebalayer trois ou quatre heures de travail.

M. SALMON : M. GUETAT, vous nous demandez d'approuver des modifications de postes, encore faut-il que nous les comprenions. Je ne mets pas en cause le travail qui a été fait, ni l'avis des syndicats qui, effectivement, connaissent les postes. Ça mérite un minimum d'explications, il y a deux colonnes à rajouter avant/après.

M. Le Maire : Nous ferons droit à votre demande, je la trouve pertinente, donc nous présenterons les prochains tableaux avec l'ancienne position et la nouvelle. Ce sera beaucoup plus clair et cela évitera les questions.

M. GUETAT : Le représentant de l'opposition a débattu avec nous pendant le CT du 18 juin. Et il avait effectivement les éléments.

M. SALMON : M. GUETAT, je ne vais pas vous refaire le raisonnement. Les conseillers municipaux ont le droit d'être informés de toutes les questions dont ils ont à débattre. Je demande juste une amélioration du tableau.



M. Le Maire : M. SALMON, quand les propositions sont constructives et pertinentes, nous pouvons les prendre en compte, il n'y a aucun problème là-dessus. Donc, à partir de maintenant, les modifications de tableaux des effectifs comporteront l'ancienne et la nouvelle position, cela sera effectivement beaucoup plus clair.

S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Trois abstentions, je vous remercie.

**Adopté à la majorité  
3 abstentions**

### **16. Mise en œuvre des chèques vacances**

M. Le Maire : M. GUETAT continue avec la mise en œuvre des chèques vacances.

M. GUETAT : Quand on lit cette délibération, nous avons l'impression que les chèques vacances viennent d'être mis en œuvre. En fait, ils ont été mis en place il y a déjà une année. Ce qui change cette année, et ça a été l'objet d'une présentation et d'une validation par le comité technique, c'est le rythme « d'épargne ». C'est-à-dire que sur la première campagne, nous cotisons sur sept mois et sur la campagne qui va démarrer, nous allons cotiser sur dix mois. Donc, si nous regardons les tableaux qui sont annexés à cette délibération, nous voyons que la capacité d'épargne pour certaines personnes peut être améliorée dans la mesure où nous pouvons cotiser trois mois supplémentaires. Tout ceci donne de la souplesse pour épargner et faire finalement peut-être augmenter son pécule vacances pour trois mois de cotisations supplémentaires et nous choisissons le niveau d'épargne. Donc on peut aussi changer de niveau d'épargne.

C'était une demande des organisations syndicales à laquelle nous avons répondu. Et probablement que sur la campagne suivante, nous irons peut-être jusqu'à douze mois, si techniquement nous arrivons à mettre en place cette disposition.

M. SALMON : Donc, si je comprends bien, il y a deux modalités d'épargne possibles, au choix.

M. GUETAT : Tout à fait. Nous avons la souplesse sur le rythme d'épargne. Nous allons peut-être encore remettre un peu plus de souplesse sur la campagne 2021 à 2022.

M. Le Maire : S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix sur cette délibération de la mise en œuvre des chèques vacances. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Adopté à l'unanimité**

### **17. Plan de formation**

M. Le Maire : M. GUETAT toujours, pour le plan de formation 2020.

M. GUETAT : Nous avons effectivement une délibération qui démontre tout l'intérêt que porte la collectivité sur la formation, où nous valorisons et développons les compétences.

Il y a eu un bilan cette année avec une diversification des fonctions exercées par les agents et mises en miroir des besoins de nos compétences. Les différents domaines concernés sont l'hygiène et la sécurité, la formation continue pour les agents de police, l'accompagnement des agents dans l'utilisation des outils numériques et informatiques, consolider les compétences pour toutes les missions exercées et puis accompagner individuellement les agents pour leur projet d'évolution professionnelle.

Cette délibération demande de prendre acte du budget qui est alloué à la formation cette année, en 2020, qui est de quatre-vingt-dix mille euros et représente une augmentation de 4,6 % par rapport à l'année 2019.

M. Le Maire : Demande d'interventions ?

M. SALMON : Oui, je voulais juste savoir, où pouvons-nous consulter le plan de formation ? Nous nous demandions si nous approuvions cela. Vous venez de le préciser, nous prenons donc acte du but du budget, mais par contre, le contenu et la répartition ?

M. GUETAT : Le bilan et le plan de formation sont disponibles au RH. On peut venir le consulter. Il est extrêmement facile à lire, l'administration a fait un travail remarquable.

M. Le Maire : Vous avez au dos de la délibération les priorités qui ont été définies par la collectivité, pour votre information, cela vous donne déjà une indication.

S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix. Sur le plan de formation 2020, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Il est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **18. Convention avec l'association syndicale libre les Étourneaux pour l'entretien des espaces extérieurs par le Chantier Environnement Insertion**

M. Le Maire : Je vais passer la parole à Mme LORIOT-CARNIS pour la convention avec l'association syndicale libre des Étourneaux et le Chantier Environnement Insertion.

Mme LORIOT-CARNIS : Bonsoir. Depuis la délibération du conseil municipal du 03 avril 2017, la commune de Villefontaine assure par l'intermédiaire des équipes du Chantier Environnement Insertion (le CEI), l'entretien sur le quartier des Étourneaux, des espaces verts et des espaces communs : ramassage des papiers, débarrassage d'encombrants, nettoyage de

voirie, déneigement des accès piétons. Vous trouverez en annexe le projet de convention à intervenir entre l'association syndicale libre des Étourneaux et la commune de Villefontaine pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2020, six mois renouvelables une fois. La volonté des bailleurs étant de continuer à faire appel aux CEI et la commune souhaitant poursuivre sa politique d'insertion des demandeurs d'emploi, il vous est demandé ce soir d'approuver les termes de la convention entre la mairie et IMMO de France du 1er juillet au 31 décembre 2020 et d'autoriser M. Le Maire à la signer.

M. Le Maire : Pas de demandes d'intervention ? C'est classique, vous connaissiez le dispositif, il est pérenne depuis plusieurs années. S'il n'y a pas de demandes d'interventions, je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **19. Versement d'une subvention pour classe de neige – GS8**

M. Le Maire : M. DOS SANTOS va nous parler du versement d'une subvention exceptionnelle au financement d'une classe de neige.

M. DOS SANTOS : Bonsoir. Effectivement, cette délibération concerne le versement d'une subvention exceptionnelle pour le GS8 le Mas de La Raz, puisque toutes les années, vous savez que nous finançons les classes de découverte, les classes vertes ou classes de neige. Cette année, il n'y en a eu qu'une, puisque vous l'avez vu, ils sont revenus le 13 mars juste avant le confinement et il y en avait trois autres qui étaient prévues également, mais qui n'ont pas pu avoir lieu. Donc, nous vous proposons une subvention exceptionnelle, c'est ce qu'a demandé l'école, de 4 180 euros, sachant c'est ce que nous proposons chaque année. Je rappelle que ce sont des tarifs fixes. Nous proposons 15 euros par nuitée, si c'est plus d'une nuit, et 20 euros si c'est une seule nuit, puisqu'il y a aussi le transport. Ce montant correspond avec le nombre d'enfants et à la somme qui est marquée sur la diapositive.

M. Le Maire : Une demande d'interventions ? Il n'y a pas de questions ? Je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **20. Mesure de tarification exceptionnelle pour l'accueil des enfants des personnels mobilisés au titre de la crise sanitaire, présents pendant la 1<sup>re</sup> période « COVID 19 » sur le temps méridien, les temps péri et extrascolaires avec un panier-repas fourni par la famille**

M. le Maire : Jacques, tu poursuis, avec une mesure de tarification exceptionnelle.

M. DOS SANTOS : Donc, pour la mesure de tarification, vous avez la délibération qui est sur table, puisque celle que vous avez reçue avait des petites erreurs. Effectivement, vous savez qu'il y a eu trois périodes de COVID. La première période du 16 mars au 17 mai, où nous étions en confinement total, donc pendant cette période-là, la ville de Villefontaine respectait la règle. C'est-à-dire que nous avons accueilli dans un groupe scolaire tous les enfants des personnels enseignants. Ensuite, il y a eu une période du 18 mai au 19 juin, où nous avons un déconfinement partiel. Donc là, nous avons ouvert l'accueil aux enfants du personnel prioritaire à trois groupes scolaires sur la ville. Pendant ces périodes-là, nous ne pouvions pas fournir la restauration scolaire pour des questions d'hygiène.

Nous faisons l'accueil du périscolaire du matin, les enseignants faisaient l'école et puis nous gardions quand même les enfants à la cantine, qui amenaient leur panier-repas. Nous les gardions également le soir s'ils en avaient besoin dans le temps périscolaire.

Nous vous proposons de valider, puisque le COVID n'était pas prévu dans les tarifs, par solidarité avec tous les parents de ces enfants. Je rappelle que les parents prioritaires, il n'y avait pas que les personnels soignants. Dans la première période, il y avait aussi les fonctionnaires de police. Durant la deuxième période, il y avait les enseignants puisque ces derniers travaillaient. La liste s'était donc élargie à beaucoup plus de monde.

Nous vous proposons pour tous les services municipaux dans cette période-là, c'est-à-dire du 16 mars au 19 juin, de ne pas facturer les prestations en ce qui concerne le périscolaire, le temps méridien et les temps extrascolaires. Je rappelle que le temps extrascolaire concerne le mercredi. Voilà, la proposition que nous faisons pour cette année.

M. Le Maire : Y a-t-il des demandes d'intervention. Oui, Mme DUMOULIN ?

Mme DUMOULIN : Effectivement, il s'agit d'une mesure qu'on soutient tout à fait et qui est tout à fait méritée, par contre, nous nous demandons pourquoi elle n'est pas appliquée après le 19 juin. En effet, les enfants sont retournés sur la base du volontariat, mais nous sommes toujours face à des familles qui ont souffert aussi bien économiquement qu'organisationnellement. Il me semble donc qu'il aurait été intéressant de prolonger cette mesure-là pour l'ensemble des familles qui ont été dans la situation sur les deux dernières semaines scolaires.

M. DOS SANTOS : Après, lorsque l'école est devenue obligatoire, c'est-à-dire que pour nous l'école est obligatoire, nous sommes en effet partis du principe que nous devions appliquer les tarifs normaux qui étaient votés au conseil municipal. Parce que là, il y avait tous les enfants. Nous, à Villefontaine, nous avons quasiment 80 % des enfants. Donc ce n'était pas sur la base du volontariat, c'était obligatoire. Certains groupes scolaires avaient 90 % des enfants. Nous avons donc décidé de garder quand même une cohérence et de ne pas faire la gratuité. Nous sommes bien d'accord avec vous, il y a une solidarité, mais la gratuité n'existe pas, elle a un coût relativement important aussi pour la ville. Donc, voilà le choix que nous avons fait. La période dont vous parlez concerne deux semaines.

M. SALMON : Sur quelle base, avez-vous facturé un service de garderie entre 11h30 et 13h30 ? Sachant que le règlement de la restauration scolaire ne distingue pas dans son tarif : un tarif du repas et un tarif de la garderie ? Il y a un cas prévu qui est très spécial, c'est celui de l'accueil des enfants avec un protocole d'accueil individualisé, puisque soumis à des interdictions alimentaires et à des allergies. Manifestement, les 80 % des enfants présents ne relevaient pas de ce cas-là. Sur quelle base réglementaire pouvez-vous facturer cette garderie ? Encore une fois, ça ne figure pas dans le règlement. Il n'y a donc pas de base réglementaire à cette tarification.

M. le Maire : Ce que vous êtes en train de nous dire, M. SALMON, c'est qu'il faut facturer la totalité.

M. SALMON : Non, la facturation du repas. Le règlement de la restauration scolaire prévoit la facturation d'un service qui s'appelle « le repas ». Puis, il y a une dérogation et l'application spécifique pour les élèves relevant d'interdictions alimentaires de santé, donc avec un protocole d'accord. Le règlement, je l'interprète ainsi, prévoit une tarification qui est liée à la surveillance exercée par le personnel de cantine sur la bonne application de ce protocole. C'est-à-dire qu'ils ne s'échangent pas leurs paniers-repas entre eux, par exemple. Il n'y a pas de tarifs de garderie. Nous pourrions très bien avoir un tarif entre 11h30 et 13h30 qui prévoit deux prestations : la garderie et le repas et ce n'est pas ce qui figure dans le règlement.

M. le Maire : Je vais vous répondre. Il y a deux aspects : le premier est la répartition du coût de la journée. Le coût du repas ne représente que 25 % du prix de la facturation qui est faite. Ce que je vous propose, M. SALMON, parce que cela ne fait pas partie de la délibération, celle-ci ne porte pas là-dessus, c'est de voter la délibération concernant la tarification exceptionnelle telle qu'elle a été rédigée et nous vérifierons les textes dont vous parlez. Si le texte doit s'appliquer, il s'appliquera. Vous savez, je suis quelqu'un de très respectueux de la réglementation, donc si le texte doit s'appliquer, il s'appliquera. Si notre règlement est conforme, nous facturerons ce que nous devons facturer, mais pas plus, et pas moins.

En tout état de cause, ce soir, la délibération ne porte pas là-dessus, donc je prends acte de votre question et nous regarderons ce que disent les textes par rapport à la répartition entre facturation d'un repas et facturation d'une prestation d'accompagnement si nous pouvons l'appeler comme cela.

Donc, sur la délibération sur la tarification exceptionnelle, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Il est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

## **21. Dérogation collective au repos dominical des salariés 2020**

Mme KOPFERSCHMITT : Cette délibération a déjà fait l'objet d'un passage en décembre 2019. Elle est donc relative au calendrier des douze dimanches dominicaux qui sont demandés par les commerçants de détails de notre commune et qui permet aux salariés de travailler ces douze dimanches. Parmi ces douze dimanches, sont tombés deux dimanches pendant la crise sanitaire : les dimanches 12 avril et 3 mai. Donc, les commerçants, en l'occurrence deux, nous ont demandé s'il était possible de les reporter. C'est pourquoi, nous proposons qu'ils soient reportés les 13 septembre et 27 décembre 2020. Cette délibération ne nécessite pas de vote, mais c'est pour avis simplement.

Je voulais aussi ajouter un point, car nous avons eu une information cette semaine. Le préfet, en plus de ces jours, de ce calendrier de douze dimanches, octroie, par arrêté, trois dimanches supplémentaires : 19 et 26 juillet ainsi que le 02 août, pendant la période des soldes. Les commerces concernés sont écrits : La Compagnie de Phalsbourg et le Casino pour le dimanche matin.

M. le Maire : Donc, il s'agit d'un avis, je vous propose que la commune émette un avis favorable.

M. SALMON : Juste une expression sur le sujet. Il y a un calendrier qui avait été arrêté en début d'année sur la base des propositions et échanges, je suppose, avec les commerçants, et nous n'allons pas nous cacher derrière un petit doigt, il s'agit essentiellement du Village de marques, la Compagnie Phalsbourg qui est demandeur de cette disposition. Ce calendrier qui a été arrêté avec la Compagnie de Phalsbourg tient compte des habitudes de consommation et des points forts de consommation dans l'année. Je ne suis pas sûr que les dimanches d'avril et de mai non ouverts donnent lieu à un report de consommation sur le mois de septembre et le mois de décembre. Nous sommes sur d'autres habitudes. Pour notre part, nous nous abstiendrons, car nous ne voyons pas d'intérêts, à part de compliquer encore un peu plus la vie des salariés en ouvrant ces deux dimanches-là au regard de l'attente en chiffre d'affaires. Ils avaient déjà fait leurs prévisions, je ne pense pas que cela change quelque chose dans les habitudes de consommation.

Nous donnons un avis, nous accordons une dérogation. J'entends les contraintes du commerce et de ce type de commerce, j'entends aussi les contraintes qui sont faites aux salariés dans leur vie familiale, donc je propose que nous n'allions pas au-delà des contraintes qui avaient été accordées dès le début de l'année. Nous nous abstiendrons.

Mme KOPFERSCHMITT : Nous arrivons quand même aux douze dimanches.

M. le Maire : Je prends acte de votre abstention. Je précise quand même que les choix des dates qui avaient été entérinées en début d'année n'ont pas été faits uniquement sur la proposition de Village de marques, mais aussi en accord avec l'association des commerçants et artisans de Villefontaine. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? 5 abstentions. Je vous remercie, c'est adopté à la majorité.

**Adopté à la majorité**  
**5 abstentions**

**22. Exonération des redevances et droits de place pour l'occupation du domaine public en raison de la crise économique et sanitaire**

**23. Exonération des loyers des commerçants locataires de locaux commerciaux communaux en raison de la crise économique et sanitaire**

Mme KOPFERSCHMITT : Les deux suivants sont les propositions d'exonération des loyers par rapport à la crise sanitaire. Exonération des loyers des commerçants qui sont locataires de nos locaux et exonération des redevances et droits de place pour l'occupation du domaine public. La municipalité a souhaité, ce qui me paraît assez logique et pertinent, d'exonérer nos commerçants qui n'ont pas eu de trésorerie et peu d'entrées d'argent pendant cette période. Nous souhaitons donc les exonérer de charges pendant trois mois.

Avant que vous me posiez la question, pour les montants, cela représente 6 400 euros pour les loyers, 5 500 euros pour les marchés, 400 euros pour les camions ambulants (je vous rappelle que nous avons trois camions ambulants sur la commune), 600 euros pour les terrasses (la seule terrasse concernée est celle du Village). Ce qui fait une exonération globale de 12 900 euros. Avant que vous fassiez voter, Monsieur le Maire, j'ajoute qu'un courrier est en partance ou est déjà parti pour informer les bailleurs et les autres propriétaires de notre démarche. Nous n'avons pas à dire aux gens ce qu'ils ont à faire, mais peut-être que cela en inspirera d'autres.

M. le Maire : M. SALMON ?

M. SALMON : Oui, nous approuverons bien évidemment ces deux délibérations, mais, Mme KOPFERSCHMITT vient d'y faire allusion à l'instant, cela ne concerne qu'une faible partie des commerçants et artisans de la ville. Les bailleurs ont pour l'instant accordé des reports et non pas des annulations, ce qui, à mon avis, est dangereux pour eux en tant que propriétaires. Parce qu'un commerce fragilisé pendant deux ou trois mois et qui au bout du compte ne peut pas payer, c'est un commerce qui va fermer et donc ils n'auront plus de locataires.

Mme KOPFERSCHMITT : C'est pour cette raison que nous faisons un courrier de sensibilisation.

M. SALMON : Je ne demande pas que la ville se substitue aux bailleurs, simplement, j'attire votre attention sur ce fait-là. Je pense que les bailleurs sociaux propriétaires se tirent une balle dans le pied. Il y a encore un troisième cas de figure, les propriétaires privés pour un certain nombre de cases commerciales. Dans ce cas-là, nous avons un certain nombre de personnes dont l'équilibre économique de leur foyer est lié à la location de cette case. Ils peuvent donc

avoir des difficultés à accorder des remises ou des reports. Je crois que cela pose plus généralement la question d'un plan de soutien aux TPE du commerce, de l'artisanat et des services, et non pas simplement sur Villefontaine, mais sur l'ensemble de la CAPI, parce qu'un certain nombre de commerçants sont passés à côté des aides gouvernementales, et ce, quelques fois pour des pourcentages. Nous avons tous rencontré un ou plusieurs commerçants qui n'étaient pas à 50 % de perte, mais à 48 %, et à qui l'État a dit « Monsieur, vous n'êtes pas éligible ». Le plan de soutien de la région vient compléter, mais je crois qu'il faut que la CAPI soit au rendez-vous et mette de l'argent sur la table pour accompagner les TPE du commerce, de l'artisanat et des services. Je précise que je ne suis pas sur les hypermarchés et les commerces de ce type. Là, ils vont avoir besoin d'un vrai coup de pouce si nous ne voulons pas que ce soit une hécatombe à la fin de l'année pour les commerces de bouche et de l'habillement. J'ai vu que le président de la CAPI avait annoncé un million d'euros de plan de soutien, nous ne connaissons pas encore les détails, dans tous les cas, le détail de ce plan ne nous a pas été communiqué. J'ai tendance à penser que c'est quand même « petit bras », eu égard à la taille de notre collectivité. Il s'agit exactement de la même somme que la communauté de communes de Bièvre, présidée par Monsieur Neuder, qui est quand même beaucoup plus petite, avec des problématiques différentes et de moindres importances. Je pense que la CAPI pourrait faire plus d'efforts. Mais nous aurons le débat devant les instances de la CAPI. Je voulais souligner l'effort de la ville qui est un premier cas, mais il va falloir aller plus loin, car sinon nous allons avoir une hécatombe.

Mme KOPFERSCHMITT : En tout cas, ma délégation ne porte pas son nom pour rien. Nous avons une ambition en ce sens.

M. le Maire : Je rajouterai juste, M. SALMON, si vous permettez un petit commentaire, effectivement si nous souhaitons comparer les choses, il faut comparer des choses comparables. Les compétences de la communauté Bièvre Isère ne sont pas les mêmes que la CAPI, il y a beaucoup moins de compétences.

M. SALMON : Ils ont mis un million d'euros sur la table.

M. le Maire : Oui, j'entends, mais comparer la charge qui est la leur par rapport à la charge de la CAPI...

M. SALMON : Les recettes ne sont pas les mêmes non plus.

M. le Maire : C'est ce que je vous dis, à toute chose égale par ailleurs, comparons ce qui est comparable. Quand vous savez que la CAPI a déjà pratiquement perdu quatre millions d'euros avec la refonte du FPIC et que cela n'est pas terminé, sur un budget comme celui de la CAPI, il faut aller les chercher les cinq cent mille et les un million. Ça ne se trouve pas sous les sabots d'un cheval. C'est peut-être aussi juste un début, attendons de voir ce que va proposer le président de la CAPI, mais vous l'avez dit très justement, le débat aura lieu dans les instances communautaires.



M. SALMON : Je vais donc prendre un autre exemple. La communauté d'agglomération du Roannais qui fait un peu plus de cent mille habitants comme la CAPI, c'est une communauté d'agglomération qui a les mêmes contraintes budgétaires que nous. Son président qui n'est pas un de mes amis politiques a, quant à lui, inscrit cinq millions d'euros. Il a peut-être été un peu large dans ses estimations. Pour ma part, je pense que la CAPI, un million, nous allons passer à côté pour un certain nombre de commerçants et d'artisans.

M. le Maire : Puisque vous êtes élu communautaire, nous aurons le débat dans les instances communautaires. Si vous en êtes d'accord, je vais mettre ces deux délibérations en même temps aux voix, car elles ont quasiment le même objet. Donc, y a-t-il sur ces deux propositions d'exonération des loyers, des redevances et droits de place, des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **24. Mutualisation des certificats d'économie d'énergie – TE 38**

M. le Maire : M. GUETAT, vous reprenez la parole pour la mutualisation des certificats d'économie d'énergie.

M. GUETAT : Les certificats d'économie d'énergie ont été instaurés il y a un petit moment, puisque cela remonte à 2005, et c'était une orientation de politique énergétique. Elles sont attribuées aux particuliers, aux entreprises, aux collectivités qui réalisent des travaux d'efficacité énergétique. Elles sont rachetées par les fournisseurs d'énergie.

Lorsque nous lisons cette délibération, nous avons l'impression que nous n'en faisons pas à Villefontaine. En fait, si, nous en faisons à Villefontaine, sauf que le TE 38, dont nous avons parlé tout à l'heure, et dont nous avons élu les représentants, nous propose une mutualisation, cela nous simplifie un peu la vie, de manière à pouvoir valoriser les CEE de la collectivité. Nous nous appuierons également sur un dispositif dont nous allons parler tout de suite après. C'est-à-dire que nous avons un CEP+ (Conseil en Énergie Partagé) qui nous accompagne sur ce sujet-là. L'idée est de s'inscrire dans les CEE et de continuer, mais aussi de se faciliter la tâche sur le montage de ces dossiers. Donc, comme nous sommes adhérents au TE 38, je ne vois pas pourquoi nous nous priverions de ce service qui est, me semble-t-il, intéressant.

Mme DUMOULIN : Je vais effectivement rebondir, je suis tout à fait d'accord avec vous, la revente est une source de financement extrêmement intéressante, en particulier, si des projets ambitieux arrivent sur la commune, il est donc intéressant de mutualiser, car c'est un travail administratif impressionnant pour les agents communaux. Juste un petit point d'attention, à moyen terme, qui est de faire le compte entre les 6 % qui sont facturés et l'intérêt d'adhérer pour éviter ces 6 %. Voilà, c'était simplement la petite remarque sur le suivi à moyen et à long terme que nous pourrions réaliser sur cette convention.

M. le Maire : Merci pour ces vigilances particulières. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix. Sur la mutualisation des certificats d'économie d'énergie avec Territoire Énergie 38, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **25. Re-adhésion de Villefontaine au service de conseil en énergie partagé (CEP+)**

M. le Maire : M. GUETAT, vous poursuivez avec la réadhésion de Villefontaine au service du conseil en énergie partagé (CEP+).

M. GUETAT : Alors, j'en ai parlé juste avant parce que, effectivement, c'est un service que CAPI avait mis en place en 2014, qui était d'abord, sur les premières années, à destination des petites communes qui ont rapidement terminé leurs projets, puisque le nombre de bâtiments concerné était plutôt faible, donc ce dispositif a été élargi aux communes de plus de 10 000 habitants.

Nous avons donc dès 2017 souscrit et demandé au CEP+, soit la CAPI, d'intervenir et nous accompagner sur les différents sujets que sont les sujets d'énergie et notamment la partie chauffage, suivie du patrimoine. Nous avons également demandé un accompagnement sur des actions de modernisation de notre GTC (Gestion de Température Centralisée), d'identifier des usages. Parce que lorsque vous avez des personnes qui, au lieu de jouer sur la température du thermostat, ouvrent les fenêtres, nous ne pouvons pas le détecter, sauf à mettre des capteurs un peu partout. C'est aussi cet accompagnement-là que nous fait le CEP+.

L'accompagnement est doublement intéressant, notamment sur la période passée, de 2017 à 2020, parce que nous avons mis en interface un chauffagiste qui grandit avec l'accompagnement, le tuilage du CEP+, et qui aujourd'hui est un peu plus compétent sur ce sujet-là. L'idée de la reconduction est de poursuivre et de terminer le travail qui est en cours. Donc ce travail concerne parfois la renégociation des contrats. Cela veut dire que quelquefois nous avons des contrats qui étaient un peu trop élevés par rapport aux consommations. Il fallait surtout lisser les consommations, cela nous permet de ramener le seuil de notre contrat et de faire des économies substantielles très rapidement.

Au final, 18 % d'économie sur la consommation d'énergie électrique en trois ans, c'est quand même notable et ce n'est pas fini.

Cette convention a, par contre, une extension sur deux domaines. Nous continuerons avec le CEP+ pour faire autant que possible des économies sur les consommations d'eau. C'est-à-dire, consommer ce qu'il faut et pas plus. Cela veut dire qu'il faudra aussi instrumentaliser et faire des analyses de consommation, pour savoir pourquoi tel ou tel bâtiment, à surface égale et nombre d'enfants égal, consomme plus. Puis, nous avons une troisième facette, c'est une particularité de notre convention : la mise en œuvre d'une réglementation qualité d'air sur les dix groupes scolaires où nous serons aussi accompagnés par le CEP+.

Voilà pour résumer : énergie, eau et qualité d'air.

M. le Maire : Des demandes d'intervention ? Mme DUMOULIN ?

Mme DUMOULIN : Cette convention est particulièrement intéressante, l'accompagnement du personnel communal sur la maîtrise des consommations, la connaissance et l'analyse de toutes ces données sont extrêmement importantes. Tout ceci permet d'agir efficacement. Cependant, vous avez déjà donné quelques éléments lors de votre intervention que nous n'avions pas dans les délibérations. Il serait donc intéressant de savoir ce qu'a donné la première convention, j'espère que nous en reparlerons en tout cas. Si jamais nous nous orientons vers une troisième convention, vers une poursuite de cet accompagnement-là, il serait aussi intéressant d'axer encore plus la convention sur l'appropriation des outils, ainsi que des méthodes, par le personnel communal dans le but de gagner en indépendance et en savoir-faire de la part de ces personnes qui sont les premières sur le terrain.

M. GUETAT : En complément, il y a aussi des formations qui sont indépendantes du tuilage fait avec le CEP+ pour que nos personnels puissent grandir et nous accompagner de manière plus autonome sur ces sujets-là.

M. le Maire : Merci Mme DUMOULIN, merci M. GUETAT. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Sur cette adhésion de Villefontaine au service de conseil en énergie partagé, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? C'est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

## **26. État des cessions et acquisitions 2019**

M. le Maire : M. DOS SANTOS pour l'état des cessions et acquisitions 2019.

M. DOS SANTOS : Tout est dans le titre. Vous avez donc l'état des acquisitions puisqu'il n'y a pas eu de cessions en 2019 sur la commune de Villefontaine. Cela concerne essentiellement trois projets : le Patio (la réhabilitation de l'ex-casino), les mesures compensatoires pour le Village de marques et une opération au chemin des Brosses. Si vous avez des questions ?

M. le MAIRE : Et nous n'avons réalisé aucune cession en 2019. Nous n'avons rien vendu sur cette année.

M. SALMON : Justement, il manque une cession.

M. le Maire : Au moment où vous m'avez regardé, je me suis dit qu'il en manquait une.

M. SALMON : Il manque une cession pour la surface importante de 16 m<sup>2</sup>.

M. le Maire : C'est bien cela.

M. SALMON : Il s'agit de la parcelle AN 272.

M. DOS SANTOS : Elle passera sur 2020.

M. SALMON : C'est février 2019, tu vas avoir du mal à la reporter sur 2020. Je vous propose de modifier le rapport, ce sera plus simple.

M le Maire : Oui, nous allons modifier le rapport.

Mme SOARES : Elle n'est pas passée sur les comptes de la ville en termes d'opération.

M. SALMON : Le notaire a eu le chèque en février, donc qu'a-t-il fait de l'argent ?

Mme SOARES : Cela va donc se prendre sur 2020, sur l'exercice de 2020.

M. le Maire : Rendez-vous donc l'année prochaine M. SALMON pour nos 16 m<sup>2</sup>.

Bien, y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur cette délibération ? Je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Trois abstentions. C'est adopté à la majorité.

**Adopté à la majorité  
3 abstentions**

## **27. Subvention au titre de la DETR 2020 relative aux travaux de réhabilitation de l'Hôtel de Ville suite à l'incendie**

M. le Maire : Je reprends la main pour vous dire que, suite à l'incendie dont a été victime notre Hôtel de Ville, nous avons eu des propositions de solidarité spontanées notamment de la région Rhône-Alpes qui s'est portée volontaire pour nous attribuer un secours de 100 000 euros afin de pallier aux premiers frais. Madame la Sous-Préfète, lors de sa visite, dès le lendemain, m'a dit que l'État serait effectivement à nos côtés pour nous aider et m'a encouragé à déposer un dossier au titre de la DETR 2020 (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) pour nous aider à la reconstruction. J'ajoute que Madame la Sous-Préfète est allée plus loin puisqu'elle a fait modifier le pourcentage de financement. En effet, il était normalement de 20 % et elle l'a fait passer à 25,21 %, ce qui nous octroie donc 50 000 euros supplémentaires au titre de la DETR. Je vous demande ce soir l'autorisation d'approuver ce plan de financement prévisionnel de l'opération et qui ne concerne que la DETR. Parce que, à côté, ne figure pas la participation de l'État ni celle du département, puisque le Président du département m'a aussi assuré de son soutien. Je lui ai adressé dernièrement un courrier pour

lui demander sous quelle forme il fallait que je présente le dossier. Donc, ce soir, cela ne concerne que la demande de DETR.

Il n'y a pas de demandes d'intervention, je pense que c'est clair. Oui, Mme SAGIROGLU ?

Mme SAGIROGLU : Merci. Je tiens avant tout à dire au nom de l'équipe AVEC que nous condamnons cet acte. Concernant le plan de financement, à quels travaux correspond l'enveloppe de 595 000 euros indiquée dans le rapport ? Le remboursement de l'assurance devait couvrir tous les frais de remise en état (franchise 2 000 euros), qu'en est-il ?

La région Auvergne-Rhône-Alpes avait annoncé un soutien de 100 000 euros, qu'en est-il de cet argent ? Si les recettes déjà annoncées couvrent le coût des travaux, à quoi va servir la subvention DETR, s'il vous plaît ?

M. le Maire : Nous n'avons pas encore le montant de remboursement des assurances, parce que nous avons pris un expert d'assuré. Vous savez, lorsqu'il y a un sinistre, l'assureur envoie son expert qui va défendre les intérêts de l'assurance et l'assuré peut prendre sur des gros sinistres, c'est même recommandé, un expert d'assuré. Pour notre part, c'était inclus dans notre contrat. Cet expert d'assuré sera donc contradictoire par rapport à l'expert de l'assurance. Donc, là, nous attendons le rapport des deux experts qui doit fixer le montant de l'indemnisation de l'assurance, mais qui n'est jamais à 100 %, parce qu'ils appliquent de la vétusté, etc.

D'autre part, le montant de 595 000 euros est effectivement le montant de la remise en état à l'identique avant sinistre, qui a été évalué à dire d'expert. Il y a deux choses à prendre en considération : l'évaluation d'un côté et le montant du remboursement qu'ils vont nous accorder d'un autre côté. Ce sont deux choses différentes. Si vous faites le calcul : 100 000 euros de la région, 150 000 euros de DETR et je pense, peut-être autant du département, c'est-à-dire, au moins 100 000 euros, nous sommes au total à 450 000 euros, nous ne sommes déjà pas aux 595 000 euros. D'autant que nous allons profiter de cette reconstruction pour faire tout de suite des améliorations, notamment en termes d'efficacité énergétique, pour la reconstruction de cette partie de la façade. Vous verrez, nous en reparlerons d'ailleurs parce que cela fait partie des plans d'investissement 2020. Est-ce que cela répond à votre question Mme SAGIROGLU ?

M. SALMON : Quand est-ce que nous aurons l'opération ?

M. le Maire : Nous l'attendons également avec impatience. Je pense que, compte tenu de la période, ce ne sera probablement pas pour tout de suite, pas avant la fin du mois d'août, voire début septembre. Nous n'avons pas de retour pour le moment.

De toute façon, nous sommes loin du compte, parce qu'aujourd'hui cela ne tient pas compte des frais de nettoyage et de déblaiement qui ont eu lieu.

Nous avons déjà mangé quasiment les 100 000 euros de la région pour ces premiers frais de déblaiement, de nettoyage et de mise en sécurité, afin d'arriver à l'état que nous avons aujourd'hui, c'est-à-dire, avec une façade en bois, un bardage métallique par-dessus et des opérations de nettoyage qui ne sont pas forcément terminées, parce que la salle du conseil n'est pas terminée. J'en profite pour vous donner l'information. Je pense que nous devons

également tenir le prochain conseil municipal dans cette salle. La grande difficulté n'est pas la salissure de la moquette, car nous pourrions la changer, mais le fait que nous n'avons plus de sortie de secours. Et ne plus avoir de sortie de secours dans la salle du conseil nous limite à 19 personnes. Vous voyez donc que nous sommes bien loin du compte. C'est pourquoi, jusqu'à remise en état complète de la façade, nous serons obligés de tenir nos conseils municipaux ailleurs.

Il n'y a pas d'autres questions ? Donc, je vais faire voter ce rapport. Pour cette demande de subvention DETR, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Elle est adoptée, je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **28. Versement d'une subvention à l'association du collectif ASSPUR**

M. le Maire : Enfin, je vais terminer sur une demande de subvention du collectif ASSPUR. Vous savez que nous avons déjà engagé une opération depuis trois éditions avec ce collectif d'artistes pour la valorisation, parallèlement à la requalification qui est conduite par la mairie des anciennes cellules commerciales, nous essayons de remettre en valeur cette galerie commerciale avec l'aide de ce collectif, qui nous demande pour cette quatrième opération la même subvention que pour les opérations précédentes, à savoir 3 000 euros, ainsi qu'une aide financière de 3 000 euros, dans le but de l'accompagner dans le montage de leur projet à destination des Villards.

Vous savez que nous leur avons accordé un local à la galerie des Roches pour requalifier cette galerie en galerie culturelle. Pour les accompagner dans le montage de ce projet, ils nous ont fait une demande d'un montant de 3 000 euros.

Je vous demande ce soir de leur attribuer une subvention d'un montant de 11 000 euros sur l'exercice 2020. Mme VERJUS ?

Mme VERJUS : Oui, j'ai juste deux questions. J'ai un regret. Nous n'avons pas de dossier. Pour voter en faveur de cette subvention, nous aurions voulu savoir ce qu'ils proposent et sur quelle base ils défendent leur projet ?

C'est un projet qui est sûrement très bien, nous connaissons l'association ASSPUR, donc la question n'est pas de remettre en cause leur travail, mais dans le cadre d'un vote pour un tel montant, nous aurions voulu avoir le dossier.

Deuxièmement, c'est une question qui vient avec, sur quels critères attribuez-vous ce genre de subvention en général ? Nous aimerions bien que, dans un souci de transparence et de justice, ces critères, qui sont, nous n'en doutons pas, les mêmes pour tous, soient rendus publics. C'est une demande que nous faisons en particulier afin de mieux connaître les critères, non pas pour nous-mêmes, mais pour que les associations sachent comment les autres et elles-mêmes sont subventionnées. Merci.

M. le Maire : Alors, comme vous avez deux questions, je vais vous faire deux réponses. La première est que l'ordre normal des choses fait que les associations ou les clubs font leur demande de subvention en fin d'année sur la base d'un dossier de présentation complet. En effet, ils doivent fournir un certain nombre de pièces, notamment : dernier rapport d'assemblée générale, le rapport financier, le rapport moral, la composition, la description du projet. Je vous rappelle que cela fait trois ans que j'ai demandé que nous passions d'une politique de fonctionnement à une politique de subvention de projets. Ainsi, ils nous décrivent un projet phare sur l'année et puis leurs projets courants. Ces dossiers passent en commission, c'est donc la commission qui propose d'attribuer un montant de subvention, qui peut être celui demandé ou inférieur, qui peut être supérieur, quelques fois, c'est déjà arrivé, ou quelquefois avec des contrats d'objectifs en contrepartie. Cette année, cela a été un peu particulier compte tenu de la période. Effectivement, entre le mois de février et le mois de mars, il n'y a pas eu de commissions pour l'étude des dossiers. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, pendant la période de confinement, et parce qu'autorisé par la loi, j'ai pu attribuer par anticipation un pourcentage du montant des subventions demandées par les associations. Ceci leur a permis d'avoir de la visibilité sur leur plan d'action de l'année. Cette année, il est donc bien difficile de vous montrer un projet parce qu'ils attendaient de savoir s'ils pourraient avoir la subvention avant de monter le projet. En effet, pour monter un projet, cela demande déjà de faire appel à des artistes. Vous savez que le collectif ASSPUR fait appel à des artistes, quelquefois de renom, qui ne viennent donc pas forcément gratuitement. C'est pourquoi, avant d'engager des dépenses et d'avoir des esquisses ou projets de la part de ces artistes, il fallait qu'ils soient sûrs. C'est pour cette raison que je fais passer cette délibération dans des conditions effectivement différentes de la normale, mais je pense que vous pourrez en prendre acte et je vous remercie de votre compréhension.

Il n'y a pas d'autres questions ? Je mets aux voix. Sur cette subvention collective ASSPUR, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

## **29. COMPTE DE GESTION 2019**

M. le Maire : Il nous reste à passer les cinq délibérations relatives au compte de gestion, au compte administratif et le budget. Souhaitez-vous que nous fassions une petite interruption de séance auparavant ? Je vous accorde 10 minutes d'interruption de séance, Mesdames et Messieurs, en vous recommandant de remettre vos masques pour circuler s'il vous plaît. Merci.

Interruption de séance

M. le Maire : Mesdames, Messieurs, je vais vous demander de reprendre vos places, s'il vous plaît.

J'informe le Conseil que, pendant l'interruption de séance, M. MAZARI a dû partir, puisqu'il travaille de nuit. Il est allé prendre son poste. Il laisse le pouvoir, à partir de 21h45, à Mme Houria KHETTAB.

Avant de continuer, je voudrais remercier l'ensemble des services, notamment les services de la Direction générale. En effet, je ne sais pas si vous avez remarqué, mais depuis ce Conseil, vous avez une projection de l'explication de l'ensemble des délibérations. Nous procéderons de la sorte à tous les Conseils municipaux. Cela permet, à la fois, au public de pouvoir mieux suivre les débats et d'être mieux informé. Je voulais remercier les services pour ce travail, parce que c'est du travail supplémentaire que de préparer une diapositive pour chaque délibération. Et puis, je voulais les féliciter et les remercier, parce que vous allez avoir une présentation du compte administratif et du budget primitif qui sont, je trouve, absolument remarquables, à la fois dans leur clarté, la présentation, la lisibilité. C'est vulgarisé au mieux, de façon à être le plus facilement appréhendable par tous. Je pense que c'est une avancée significative et vous m'accorderez que je puisse les féliciter au nom de l'ensemble du Conseil municipal.

La première délibération est l'approbation du compte de gestion. Vous savez que le compte de gestion, c'est le quitus donné par le trésorier qui constate que le compte administratif n'appelle d'aucune observation ni réserve, puisque le compte de gestion doit être conforme au compte administratif ou, au moins, le compte administratif doit être conforme au compte de gestion, dans les deux sens.

Je vous demande, dans cette délibération, de constater que les opérations de compte de gestion 2019 sont identiques à celles du compte administratif, dressées par le receveur municipal et qu'il n'appelle, donc, aucune observation ni réserve. Je vous demande, donc, d'approuver le compte de gestion 2019. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Non ? Parfait. Je mets aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

### **Adopté à l'unanimité**

## **30. COMPTE ADMINISTRATIF 2019**

M. le Maire : Nous allons passer à l'approbation du compte administratif que je vais vous présenter, avant de sortir, au moment du vote, et je donnerai la présidence de séance, à ce moment-là, à M. GUETAT.

Le compte administratif vous sera présenté en deux parties : la partie « fonctionnement » et la partie « investissement ». Nous allons organiser les recettes, les dépenses et les résultats de fonctionnement. Vous allez avoir les détails dans les diapositives qui suivent, une par une. Sur les recettes de la Commune, les recettes totales de la collectivité s'élèvent à 22 701 648 euros, composées des recettes de gestion, qui sont les atténuations de charge. Si vous voulez les textes, je peux vous les donner. Les atténuations de charge sont les remboursements des indemnités journalières ou des frais qui sont remboursés par le centre de gestion, les participations de contrat technique, etc.



Les produits et services sont ce que nous facturons aux habitants : la tarification des usagers, des services. Les impôts et taxes, cela parle de soi. Les dotations et participations sont les différentes dotations de l'État et le fonds de compensation de la TVA, la dotation politique de la ville, les subventions, etc.

Les autres produits de gestion courante sont les revenus des immeubles. Ce montant peut vous paraître élevé. Je vais tout de suite vous donner une précision : 286 000 euros, presque 287 000 euros de loyer, nous n'avons pas tant d'appartements que cela, sur la Commune. Nous avons simplement une gendarmerie qui est sous bail emphytéotique et qui, à elle seule, rapporte 231 000 euros par an.

Les autres recettes composées de produits financiers - peu, puisque nous ne plaçons pas d'argent - et de produits exceptionnels. Les produits exceptionnels sont les remboursements de fourrière, des indemnités d'assurance, les avoirs d'électricité, des choses comme cela, pour 157 112 euros. Les produits et services, vous pouvez le voir, représentent 4 % de nos recettes. Ce qui est notable, dans le budget de Villefontaine, c'est que les dotations et participations représentent grosso modo 50 % de nos recettes. Vous voyez que toute variation des dotations peut avoir des conséquences importantes pour notre budget.

Les produits et services, nous allons les détailler. Ce sont, notamment, les produits de cantine pour 767 000 euros, l'utilisation du domaine public, les prestations de services, les fluides de logement de gardien, les locations de salle... Je vous laisse découvrir.

À noter que nous avons perçu des recettes supplémentaires, cette année, à hauteur de 153 000 euros, notamment, sur la cantine et l'ALSH. Cela est dû à une plus grande fréquentation, puisque nous avons changé de prestataire de marché et que la qualité, apparemment, nous a emmenés d'autres enfants et puis les flux de nouveaux arrivants, ou quelques fois des apports d'élèves dans des groupes scolaires, que nous ne nous expliquons pas toujours. Mais, effectivement, une plus grande fréquentation de l'ALSH et puis des locations de salles qui nous ont apporté 12 000 euros de plus que prévu.

Les impôts et taxes représentent 9 654 044 euros.

Vous voyez que l'attribution de compensation et la dotation de solidarité communautaire représentent 22 % de nos recettes.

Les contributions directes : 67 % de nos recettes.

Nous avons perçu des recettes supplémentaires à hauteur de 173 000 euros, sur les droits de mutation. Les droits de mutation sont ce que nous touchons à chaque fois qu'un bien est acheté ou vendu sur la Commune. C'est une somme que nous ne pouvons jamais évaluer, parce que nous ne savons pas combien il va y avoir de transactions d'une année sur l'autre. Nous avons, cette année, au chapitre 73, des recettes supplémentaires.

Dotations et participations, nous en avons parlé. La dotation globale de fonctionnement, nous allons la regarder en détail, dans la diapositive suivante. Recettes supplémentaires à hauteur de 192 000 euros, principalement, sur des subventions de la Caisse d'Allocation Familiale, pour 85 000 euros, des subventions du Département à 25 000 euros et surtout des compensations sur taxe d'habitation et taxe foncière pour 42 000 euros. Quand on dit « compensation », entendez « ajustement », parce que c'est la différence entre une estimation qui est faite par les services fiscaux et la réalité qui est régularisée ensuite. Le FC TVA représente, à lui tout seul, sur les 73 000 euros, 43 000 euros environ.

Un zoom sur la dotation globale de fonctionnement. Vous voyez que la dotation forfaitaire est à peu près stable. Elle était légèrement en baisse de 5 000 euros environ, compensée par la dotation de solidarité urbaine, qui était en forte augmentation, cette année, ainsi que la dotation nationale de péréquation qui est stable. À 600 euros près, elle est la même que celle de l'année dernière. Les dotations de l'État sont stabilisées à peu près, depuis 2018, alors qu'elles avaient été en baisse sur les années précédentes.

Nous allons passer, maintenant, aux dépenses de la Commune. Les dépenses réelles de la collectivité se sont élevées, en 2019, à 19 853 436 euros.

Nous retrouvons, dans les dépenses de gestion, les charges à caractère général. C'est ce que nous appelons les frais de fonctionnement, si je puis dire, pour 4 117 289 euros, les charges de personnel pour 13 887 392 euros, les charges de gestion courante que sont les subventions, les conventions que nous avons avec la CAPI, les indemnités des élus, entre autres, etc.

Les autres dépenses qui sont les charges financières, c'est-à-dire les intérêts des emprunts qui restent à échoir, des charges exceptionnelles pour 6 380 euros - nous en parlerons plus tard – et il y avait des provisions pour charge qui ont été nulles, ainsi que des dépenses imprévues provisionnées, qui ont été nulles également.

Nos services ont très bien travaillé, puisqu'ils ont réalisé le budget, cette année, à hauteur de 94 %. Un budget parfaitement géré, c'est 100 %. À 94 %, nous sommes proches de la perfection et je félicite les services, parce que c'est assez remarquable.

Un petit détail sur les charges à caractère général. Nous les avons regroupées par chapitre, pour que vous vous rendiez compte, un petit peu ce que cela représente. Les fluides, les télécommunications, pour 860 000 euros, fournitures diverses - vous avez les détails, je ne vais pas rentrer dedans - les transports et déplacements, les frais financiers, les prestations de service, les frais de formation, les impôts et taxes que nous payons, les taxes foncières sur nos propriétés, la redevance audiovisuelle, les autres taxes à la SACEM, les taxes sur les véhicules, etc. Nous avons également des prestations d'entretien et de maintenance, des locations et les publications relations publiques. Cela vous donne quelques idées des charges à caractère général. À savoir que sur les prestations de service, l'alimentation représente 513 523 euros. C'est dans ce chapitre que vous allez retrouver les frais de cantine, les marchés de cantine pour 396 000 euros environ.

Les dépenses de personnel, c'était, si je puis dire, une bonne année, puisqu'elles ont été inférieures aux prévisions de plus de 2 %, de 2,3 % exactement. Les rémunérations représentent 9 523 000. Personnels et insertions, vous avez les montants. Je ne vais pas les détailler. Vous verrez, un peu plus tard, que sur le budget prévisionnel, nous avons pris en compte cet écart par rapport aux prévisions sur les dépenses de personnel. Ceci dit, c'est toujours fragile, parce qu'il suffit, comme je le dis assez souvent, que vous ayez une épidémie de grippe ou de gastro-entérite, à la fin de l'année, vous avez un absentéisme qui monte. Un point d'absentéisme en plus, cela représente beaucoup d'argent sur les dépenses de personnel.

Le résultat de fonctionnement pour l'exercice 2019 s'élève à 2 426 321,63 euros, auquel il faut reporter l'excédent de l'exercice N-1 pour 5 903 521 euros. Nous avons donc un excédent de fonctionnement de 8 329 843,52 euros. Je vous demande de retenir ce chiffre, puisqu'une partie de cet excédent de fonctionnement va permettre de financer le déficit de la section d'investissement, qui sera affecté au compte 1068, et le reste abonde, en partie, les recettes de fonctionnement de l'année suivante, au compte 002. Nous verrons cela plus tard.

Nous allons aborder, maintenant, la section d'investissement. Nous allons commencer par les principaux investissements de 2019. Les dépenses d'investissement totales ont été réalisées à 80,5 %, pour 9 387 000 euros. Nous vous avons mis les principaux investissements. Nous ne vous avons pas mis toute la liste - cela serait un peu soporifique - notamment, les travaux du patio, l'aménagement de la place du centre-ville, le réaménagement du hall de l'hôtel de ville, l'installation du guichet unique, 966 000 euros, la mise à niveau de la protection, la réhabilitation du groupe scolaire Galilée, nous le verrons en fin de séance, poursuite de la rénovation du gymnase Colas, réhabilitation de la galerie culturelle de Roche. Cela correspond à la réhabilitation des cellules commerciales, où nous avons bon nombre de problématiques d'amiante, surtout, et puis, diverses opérations d'entretien, de rénovation de toitures de l'espace Prévert, le lancement du schéma directeur des patrimoines scolaires, l'investissement de matériels ou mobiliers informatiques, qui est quand même conséquent dans notre Commune et l'achat de véhicules et utilitaires.

Les cessions et acquisitions, je ne vais pas m'attarder là-dessus. Vous les avez votées plus tôt. Le montant est strictement identique à la délibération que vous avez prise, 81 930 euros.

Les investissements de 2019 ont été financés par les subventions reçues, le fonds de compensation de la TVA et le fonds de roulement. Nous n'avons pas eu recours à l'emprunt en 2019. La Commune continue de se désendetter, comme prévu, afin de dégager des marges de manœuvre pour financer un nouveau cycle de financement qui va atteindre un nouveau cycle d'investissement, qui va arriver. Ce qui fait que nous avons un encours de dette par habitant, aujourd'hui, à Villefontaine, de 94,78 euros. Vous avez, pour mémoire, la moyenne nationale de la strate, c'est-à-dire les communes comparables, qui est à 907 euros. Vous voyez que nous pouvons, sans crainte, endetter un peu plus les Villards pour faire face à nos investissements.

Nos résultats d'investissement se retrouvent à un déficit d'investissement 1 625 813,07 euros, ce qui est normal, puisqu'on avait budgété 5 650 538,71 euros de recettes et que les dépenses sont montées à 7 267 351 euros. C'est normal d'avoir un déficit d'investissement. C'est structurel, surtout quand nous réalisons un budget d'investissement à 80 %. Si nous réalisions le budget d'investissement à 50 %, il n'y aurait probablement pas de déficit d'investissement. Il est normal que nous ayons un déficit d'investissement. Nous avons un report de l'exercice précédent, où nous étions excédentaires de 554 787,17 euros. Notre déficit d'investissement 2019 s'établit donc à 1 071 025,90 euros. Cette partie de l'excédent de

fonctionnement permettra de couvrir le déficit, comme nous l'avons dit plus tôt, sur le compte 1068.

Nous avons donc un résultat cumulé en fonctionnement plus investissement. Vous allez prendre la totalité des chiffres. En recettes, 34 980 467,47 euros. En dépenses, 27 721 649 euros. Un résultat de 7 258 817 et un reste à réaliser et reporté de 2 696 769,40 euros. Ce qui fait que le résultat cumulé 2019 qui sera reporté en dépenses d'investissement sur le budget 2020 s'établit à 4 562 048, 22 euros. C'est là que je vais sortir et laisser la Présidence de séance à M. GUETAT, à moins que vous n'ayez des questions, avant que je sorte. M. SALMON

M. SALMON : C'est le premier Conseil de la mandature. Je vais donc vous épargner une analyse fine du compte administratif. Mais, je voulais d'abord que nous nous mettions d'accord. Autant le compte de gestion est un enregistrement comptable des opérations, autant le compte administratif est un acte politique. C'est le moment où le Conseil municipal constate la gestion du Maire et ce que le Maire et son équipe ont fait des autorisations de dépenses qui lui ont été accordées, dans le cadre du budget. Donc, nous rapprochons les annonces du budget de la réalité de l'année, le compte administratif.

Force est de constater qu'au fil des ans, chaque année, nous avons le même constat. C'est que le fonctionnement est exécuté assez facilement. Je rappelle que le budget étant voté fin avril, un tiers de l'année est déjà passé. Il est assez facile d'évaluer précisément le coût de fonctionnement de la collectivité, d'autant plus que dans les deux tiers restants, il y a déjà deux mois de vacances. La bonne gestion de la section de fonctionnement s'explique aussi par le rythme des délibérations et puis, par l'appréciation qui est faite, par chacun, de ce que va coûter le service.

Sur l'investissement, par contre, je n'ai pas tout à fait la même lecture que vous, M. le Maire, parce que vous nous annoncez une section d'investissement réalisée à 80 %. Je crois que c'est le calcul que vous avez fait. Vous y incluez les restes à réaliser. En effet, si on ne prend que les réalisés 2019, on tombe à moins de 60 %. Dans vos réalisations 2019, il y avait déjà les restes à réaliser 2018. Ce qui est fait, effectivement, dans une année, c'est 60 % des annonces. C'est, je dirais, quasi structurel. Je n'ai pas siégé, pendant six ans, dans ce Conseil municipal. Mais, c'était déjà le cas dans les mandats précédents et c'était le cas une grande partie du mandat 2014-2020. Il y a un vrai souci entre les annonces... Nous allons mettre cela sur le compte de votre enthousiasme : « nous allons réaliser, nous allons faire », et puis nous ne nous donnons pas les moyens de mettre en œuvre et nous avons des restes à réaliser et nous avons aussi des abandons. Donc, je considère que ce n'est quand même pas une bonne gestion, puisque vous avez une exécution qui n'est conforme pas aux annonces.

Et puis, cette diapositive m'amène à faire une dernière remarque. Un résultat cumulé de 4 500 000 euros, cinq millions et quelques, l'année dernière, de résultat positif, hors affectation aux financements de la section d'investissement. Nous payons en impôts directs 6 500 000 euros. Autrement dit, la ville prélève 6 500 000 euros d'impôts, taxes foncières, taxes sur le bâti, taxes foncières sur le non-bâti et taxes d'habitation et n'en dépense que 30 %. Nous repoussons, devant nous, un bas de laine de 4 500 000 euros, qui est d'ailleurs un

peu plus important, l'année dernière, faute de projets ou faute d'ambition pour le dépenser. Je considère, pour ma part, que ce n'est pas une bonne gestion. Nous prélevons, nous mobilisons de l'argent public que nous n'utilisons pas.

J'en finirai là-dessus et sur un clin d'œil : lors de la campagne, M. le Maire, vous avez pointé l'emphase de notre programme, en disant « qui va payer ? » M. le Maire, la réponse est là. Qui va payer ? L'argent est au budget. Ce sont simplement des choix d'affection et d'ambition. La réduction d'un euro du tarif de la cantine pour tous, c'est 170 000 euros par an. C'est finançable, comme sont finançables la plupart des propositions qui étaient dénoncées par le Maire, en disant « qui va payer ? » Le budget démontre que nous pouvons facilement absorber ces propositions. Vous n'êtes pas obligé d'accepter nos propositions. Mais, vous pouvez être plus ambitieux, dans les services que vous proposez aux Villards, ou alors, rendez l'argent. Je ne suis pas pour la déflation des taxes. Mais, à un moment, la question va se poser. Nous prélevons 6 500 000 euros sur les impôts directs et nous en dépensons que 30 %. C'est pourquoi nous voterons contre le compte administratif, parce que nous considérons que votre gestion n'est même pas à la hauteur de vos propositions.

M. le Maire : Vous ne serez pas surpris que je ne sois pas du tout d'accord avec votre analyse, parce que si vous parlez des restes à réaliser, ceux d'une année viennent quand même augmenter ceux qui viendront sur l'année d'après. Toutes choses égales par ailleurs, nous restons sur les mêmes montants. Je vous signale quand même que si vous comparez les budgets des comptes administratifs des trois dernières années, nous sommes passés, effectivement, de 50 % réels à 80 % réels.

M. SALMON : Toujours à 60 %.

M. le Maire : Nous n'allons pas en débattre pendant trois heures. Maintenant, dire que le budget est là et que tout est finançable... Si vous m'avez fait un clin d'œil, je vais vous en faire un aussi. Vous dites que nous levons des impôts qui ne servent à rien, finalement. Je vous rappelle quand même que vous avez fait partie d'une équipe qui avait largement dépensé des impôts et même au-delà, puisque quand nous sommes arrivés aux affaires, en 1995, nous avons trouvé 18 millions de déficit.

M. SALMON : 18 millions de francs.

M. le Maire : Ce n'est quand même pas mal.

M. SALMON : Nous sommes à 1 500 000 euros et c'est payé à 25 ans.

M. le Maire : Peut-être. Mais, cela prouve quand même qu'en termes de gestion, je préfère avoir de l'argent devant moi que de devoir aller le chercher dans la poche des Villards. Je vous rappelle qu'en 1995, il a fallu que nous augmentions les impôts de 40 %, la première année. C'est votre analyse. Je vous livre la mienne. Je considère que ce compte administratif est juste. De plus, il reflète effectivement une bonne gestion.

Sans vouloir vous faire un deuxième clin d'œil : au dernier Conseil de la dernière mandature, lorsque nous avons parlé du débat d'orientation budgétaire, et un des membres de votre liste était là, il nous a été dit aussi que c'était une gestion en bon père de famille. Je considère que c'est un compliment « une gestion en bon père de famille », parce que cela ne veut pas dire que nous manquons d'ambition. Cela veut dire que nous avons une ambition juste et réalisable.

M. SALMON : Mais, un bon père de famille ne laisse pas dégrader le patrimoine, comme vous l'avez fait pendant 25 ans.

M. le Maire : Attendez, M. SALMON. Je ne suis dans le fauteuil du Maire que depuis quatre ans. Vous allez m'accorder un petit peu de temps, de voir ce qui se passe sur ce mandat et nous nous donnons rendez-vous, à la fin, pour faire le constat.

M. SALMON : Excusez-moi. J'ai rêvé où vous avez quand même été membre de la majorité.

M. le Maire : J'étais membre pendant 25 ans.

M. SALMON : Vous avez été Adjoint. Vous avez été Conseiller délégué. Vous me renvoyez à 1995. Je vous renvoie aussi à la période 1995-2014. Votre gestion en bon père de famille a laissé se dégrader...

M. le Maire : Je ne nie absolument pas ma participation à l'exécutif des vingt dernières années. Je vous rappelle que je n'étais pas Maire et que la politique financière était portée par le Maire. Et je l'ai votée, parce que je le soutenais, comme tous les membres de la majorité, d'ailleurs. Ma délégation a été pendant deux mandats à la culture et sur le troisième mandat, je n'étais que Conseiller municipal, parce que j'étais à la CAPI. Ce n'est pas pour me dédouaner. Je ne décautionne absolument pas. Mais, je vous dis qu'effectivement, une gestion en bon père de famille, c'est quand même ce qu'il y a de plus rassurant pour les Villards. Je pense que le fait qu'ils nous aient fait confiance en est la preuve.

Je vais sortir pour laisser Monsieur GUETAT poursuivre... Non. Justement, cela a aussi changé. Je ne fume pas.

Je te laisse la présidence de séance.

M. GUETAT : Nous allons le laisser s'éloigner. Je vais mettre cette délibération aux voix. Y a-t-il des abstentions ? Trois. Y a-t-il des oppositions ? Cinq. Je vous remercie. Cette délibération est adoptée à la majorité. Nous allons chercher très loin, je pense.

**Adopté à la majorité**  
**3 abstentions, 5 oppositions**

### **31. AFFECTATION DU RÉSULTAT 2019 AU BUDGET 2020**

M. le Maire : Puisque nous avons constaté le résultat, je vous propose, maintenant, d'affecter ce résultat. Nous avons donc un excédent de fonctionnement. C'est la diapositive que je vous ai montrée, de 8 329 843,52 euros, que nous allons affecter partiellement au déficit d'investissement de 1 071 025,90 euros et les restes à réaliser qu'il faut financer. Donc, nous avons un besoin de financement à la section d'investissement pour l'exercice 2020, qui s'établit à 3 767 795,30 euros. Je vous propose donc d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit : au compte 1068, c'est-à-dire le financement du déficit d'investissement 3 767 795,30 euros et une fraction de l'excédent de fonctionnement reporté sur 2020 au compte 002, pour 4 562 048,22 euros. Y a-t-il des interventions ?

Je la mets donc aux voix. Y a-t-il des oppositions sur l'affectation du résultat ? Des abstentions ? Huit. Elle est adoptée à la majorité. Je vous remercie.

**Adopté à la majorité**  
**8 abstentions**

### **32. VOTE DES TAUX 2020 DE LA COMMUNE**

M. le Maire : Puisque nous avons passé le compte administratif, nous allons nous intéresser, maintenant, au vote des taux de la Commune pour l'année 2020. Là, cela devrait être assez rapide, puisque pour la 18<sup>e</sup> ou 19<sup>e</sup> année consécutive, les taux restent inchangés sur Villefontaine. Ils s'établissent à 17,28 % pour la taxe d'habitation, 35,46 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties et 106,11 % sur les taxes foncières sur les propriétés non bâties. Demande d'intervention ?

M. SALMON : Nous ne sommes pas surpris par votre proposition. J'avais fait la démonstration sur les impôts prélevés. Une demande uniquement : soit de nouvelles rédactions de vos délibérations, soit de transmissions d'éléments. Il nous est demandé de délibérer vu l'état 1259 de notification des bases prévisionnelles. Je ne peux délibérer aux vues de cet état, qui ne m'a pas été communiqué. Soit vous êtes en capacité de nous le communiquer au moment du rapport, soit...

M. le Maire : Il est en annexe à la fin du BP.

M. SALMON : Dont acte.

M. le Maire : Je mets donc aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Cinq abstentions. Merci.

**Adopté à la majorité**  
**5 abstentions**

### 33. BUDGET 2020

M. le Maire : Nous allons nous intéresser, maintenant, au budget prévisionnel 2020 de la Commune, budget primitif. Il va vous être présenté à peu près de la même façon, c'est-à-dire la partie « fonctionnement » d'abord, la partie « investissement » ensuite, avec une petite différence. C'est que nous allons tout de suite constater l'équilibre du budget qui s'établit, pour 2020. Nous équilibrons à 27 258 819 euros en recettes et 27 258 819 euros en dépenses.

Vous allez retrouver, bien entendu, le résultat reporté de 4 562 048, 22 euros que nous avons précédemment votés. Vous retrouvez également le virement à la section d'investissement, que nous avons effectué, cette année. Vous avez les 4 854 676 euros. C'est notre capacité d'autofinancement. C'est notre marge. Vous avez deux opérations comptables au chapitre 042, qui sont des régularisations d'amortissement. Ce sont des opérations d'ordre, que vous retrouverez à la section d'investissement. Il s'agit donc de prévision. Je ne fais pas de détail de chaque chapitre.

Les recettes réelles de la collectivité s'établissent à 22 626 770 euros. Les recettes de gestion, comme auparavant, les remboursements de rémunération, les tarifications au chapitre 70, produits et services, impôts et taxes, dotations, participations, comme auparavant, des FCTVA, les DPV, etc. Et les autres recettes, produits financiers, produits exceptionnels, remboursements de fourrière, indemnités assurance, etc.

Vous remarquerez qu'effectivement, le budget prévisionnel à 22 626 770 euros est un peu en retrait, par rapport au compte administratif. C'est parce que nous faisons une gestion prudentielle, étant donné que nous avons constaté un écart important entre le compte administratif sur les charges de personnels et les prévisionnels que nous avons faites. Donc, nous avons ajusté. Ceci nous permet - nous le verrons plus en détail - d'avoir une progression de la masse salariale qui va être très contenue.

Globalement, les prévisions de recette sont en augmentation de 1,9 % par rapport au BP 2019. Nous verrons les détails des chapitres, tout de suite après. Au chapitre 70, produits et services. Nous avons une augmentation des prévisions de recettes de 12 % par rapport au BP 2019, étant donné le chiffre constaté du compte administratif à 930 000 euros sur ce chapitre. C'est là que nous allons reparler du COVID, parce qu'il est probable qu'un impact de la période de confinement aura lieu sur ce chapitre. Toutefois, ces prévisions budgétaires estimées avec prudence devraient nous permettre de limiter cet impact. Mais, nous ne pouvons pas encore évaluer, à l'heure qu'il est.

Sur les impôts et taxes, les prévisions de recettes sont à la baisse de 1,7 % par rapport au BP 2019, liées, principalement, à l'abandon de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité et à la baisse annoncée du FPIC. Je vous en ai parlé, plus tôt. Vous savez qu'au niveau du FPIC, la Communauté d'agglomérations a été bénéficiaire compte tenu du statut de L'Isle-d'Abeau et de Villefontaine, qui étaient éligibles à la DSU, que la révision des modalités du FPIC fait que Villefontaine et L'Isle-d'Abeau restent non contributives au FPIC, mais en perdent le bénéfice. Mais, la CAPI devient, par contre, contributrice au FPIC. Cela se traduit



sur nous, quand même, puisqu'il y a une baisse de l'enveloppe globale de la CAPI, par une baisse du FPIC de 20 % pour nous. Ceci représente un manque à gagner de 59 000 euros. La suppression de la TCCFE représente 180 000 euros de moins en recette et l'attribution de compensation à la dotation de solidarité communautaire est à peu près stable.

Vous remarquerez qu'effectivement, il y a encore une recette attendue de 70 000 euros sur la TCCFE, la Taxe Communale de Consommation Finale d'Électricité, parce qu'il y a toujours un reliquat du quatrième trimestre, qui est versé sur l'exercice suivant.

Dotations et participations. Là, nous avons des prévisions de recettes en augmentation de 4,4 % par rapport au BP 2019, puisque - nous ferons un zoom sur la diapositive suivante - nous avons une augmentation de la DGF et nous avons surtout une grosse augmentation de la dotation de la politique de la ville de 280 000 euros supplémentaires, soit 87 %. Les autres recettes restent à peu près stables, sur ce chapitre qui représente 11 565 720 euros, grosso modo la moitié de nos recettes.

Un zoom sur la dotation globale de fonctionnement. La dotation forfaitaire s'établit à 3 694 610 euros. Comme je vous le disais, plus tôt, elle est en baisse d'un peu plus de 5 700 euros. La dotation de solidarité urbaine, la DSU, augmente de 164 000 euros, à 5 403 543 euros. La DNP reste stable avec une différence de 677 euros, ce que je vous disais tout à l'heure. Ceci nous fait des augmentations, sur ce chapitre, de 1,7 % par rapport à 2019, soit 157 645 euros supplémentaires.

Les dépenses de la Commune, maintenant. Elles s'élèvent à 21 694 143 euros. Vous allez retrouver des dépenses de gestion, donc, les charges à caractère général. Je n'y reviens pas. Nous en avons parlé, plus tôt. Les charges de personnel à 14 290 000 euros, en prévision. Les atténuations de produit : 5 000 euros. Les charges de gestion courante, les diverses subventions, les conventions CAPI, les indemnités.

Enfin, les autres dépenses : les charges financières prévisibles. Nous en parlions, plus tôt : le remboursement d'emprunts établis, en prévisionnel, à 60 000 euros ; charges exceptionnelles à 64 850 euros ; une dotation en prévision de 37 000 euros, ainsi que des dépenses imprévues à 350 000 euros.

La dépense réelle de la collectivité est en augmentation de 2 %. Pourquoi ? En effet, nous avons fléchi des enveloppes spéciales, spécifiques sur le COVID-19, qui ont été intégrées au budget pour faire face aux dépenses déjà réalisées, notamment sur le chapitre 011, sur les charges à caractère général et, au chapitre 022, pour les futures dépenses, en cas de retour de l'épidémie. Nous avons provisionné la même somme.

Je vais revenir un petit peu sur les dépenses du COVID-19, parce qu'il y a quand même quelque chose qu'il faut que le Conseil ait en tête. Nous avons acheté des masques à un prix qui était le prix du marché, au moment où nous les avons achetés (le plus tôt possible). Mais, rien que les 22 000 masques que nous sommes allés chercher avec Jean-Christophe DURA, à Paris, qui étaient à un prix raisonnable, ont coûté 63 000 euros. Dans cette période, il est à constater, malheureusement, que des entreprises profitent de la circonstance pour faire des bénéfices substantiels.

Je vous donne un exemple tout simplement : des lingettes désinfectantes, comme celles qu'il y a sur la table, nous payions le paquet, avant la crise, environ 3,40 - 3,50 euros, quelque chose comme cela. Pendant la crise, nous les avons payées jusqu'à 12 euros. Effectivement, cela fait monter l'enveloppe des dépenses. Ce sont des comportements que je regrette, que j'ai dénoncés en son temps.

Nous avons essayé de mutualiser les achats. C'est la raison pour laquelle vous avez vu, dans les décisions que j'ai prises, des conventions de groupement d'achats avec les villes de Bourgoin, L'Isle-d'Abeau, pour acheter du gel hydroalcoolique, des masques, des choses comme cela. Cela nous permettait de faire baisser les prix, à dépenser moins d'argent pour la collectivité. Ne soyez pas étonnés du montant important de ces enveloppes, parce qu'effectivement, les prix avaient beaucoup augmenté pendant cette crise. Nous pouvons le regretter. Je voulais préciser cela.

Les charges générales, vous en avez, là encore, quelques exemples. La même présentation que le tableau, auparavant, sur le compte administratif. Nous les prévoyons à 4 950 000 euros, cette année, en partant sur le constat de ce qui a été fait avec, bien entendu, des enveloppes prudentielles.

Je vais finir par le chapitre 012 des dépenses de personnels, qui s'établit à 14 290 000 euros. Ce chapitre 012 est en légère augmentation de 0,5 % par rapport au BP 2019. Pourquoi ? En effet, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, nous avons un excédent important sur ce chapitre, constaté aux comptes administratifs 2019. Nous avons donc ajusté le budget avec une mesure prudentielle, quand même. Ceci explique une augmentation faible, qui tient compte, quand même de l'augmentation due aux GVT, aux Glissements Vieillesse-Technicité, qui est, en moyenne, entre 1,5 et 2 % par an, mais plutôt aux alentours de 1,5 %, maintenant. Ceci fait que nous pouvons absorber ce GVT pour partie et aussi l'évolution naturelle de la vie de la collectivité. Voilà le chapitre 012, qui est le chapitre de dépenses le plus important de la collectivité, sera maîtrisé avec une augmentation prévisionnelle de 0,5 %.

Enfin, dernier point constitutif de la prévision budgétaire. Ce sont des subventions. Elles feront l'objet d'un vote par délibération séparée, plus tard, mais je vous en intègre le montant, ici, puisque, bien entendu, dans le budget primitif, il faut que nous intégrions cette dépense qui s'élève, au total à 385 000 euros et dont vous avez le détail par gestionnaire, dans le carré qui est à gauche.

Nous en avons terminé du budget de fonctionnement.

Nous allons passer, maintenant, au budget d'investissement. La section d'investissement va s'équilibrer, en prévision, à 16 479 427 euros, en recette et en dépense. Vous retrouvez, en bleu, le virement de la section de fonctionnement de 4 854 676 euros, que vous avez vu plus tôt. Vous avez les restes à réaliser 2019, en dépense, pour 2 696 769 euros. Vous avez le déficit d'investissement reporté de 2019 : 1 071 025,90 euros. En y rajoutant les opérations patrimoniales qui s'équilibrent en dépenses et en recettes, parce que ce sont des opérations d'ordre de régularisation de la Maison de quartier des Fougères. Vous redécouvrez, au

chapitre 040, la régularisation des amortissements, que nous avons vue un peu plus tôt, à la ligne 042 sur l'investissement, pour 710 000 euros, d'un côté, et 70 000 euros de l'autre. Mais, ils sont inversés, puisqu'ils équilibrent, chacun, le compte adverse.

L'affectation partielle de l'excédent de fonctionnement 2019, en recette, à 3 767 795,30 euros. Vous avez donc votre section d'investissement, qui est équilibrée, comme je vous le disais, à 16 479 427 euros.

Les investissements seront financés, comme pour l'exercice précédent, par les subventions reçues : le fonds de compensation de la TVA et le fonds de roulement. Aucun recours à l'emprunt n'est prévu, en 2020, pour financer les investissements, tout simplement, parce que c'est lié à l'année électorale. Il est remis, pour mémoire, un encours de dette par habitant à 94,78 euros, avec une moyenne nationale de la strate à 907 euros.

Une petite explication, puisqu'il y a de nouveaux élus autour de la table, sur le mécanisme des restes à réaliser. Lorsqu'une dépense est votée, nous allons établir un bon de commande. Ce bon de commande va donner lieu à un engagement. Cet engagement débouche, soit sur l'année, sur l'exercice – nous avons mis l'année 2019, mais nous pourrions mettre l'exercice en cours – soit sur une réalisation de la prestation et nous allons procéder au mandatement, c'est-à-dire que la facture va être payée, soit cet engagement ne peut pas encore être réalisé à la clôture de l'exercice. Cela veut dire qu'il n'est pas forcément terminé. Mais, il peut être, comme nous le disons, « engagé ». Cela donne lieu à un reste à réaliser qui va être reporté sur l'année suivante, sur le même budget d'investissement.

Enfin, je vous fais également une petite explication de texte sur les AP/CP, les Autorisations de Programmes et Crédits de Paiement, dont nous parlerons dans une délibération suivante. Si nous n'utilisons pas le mécanisme de l'AP/CP, de l'Autorisation de Programmes et Crédit de Paiement, admettons que nous votons un projet qui va nécessiter un engagement de trois millions d'euros. Nous risquons de nous trouver, comme je vous l'ai montré dans la diapositive précédente, avec un reste à réaliser, si nous n'arrivons pas à dépenser la totalité des trois millions sur l'année. Cela peut avoir, pour conséquence, une problématique d'équilibre de l'investissement. Et puis, cela peut déboucher aussi sur la nécessité d'emprunter, alors que nous ne serions pas forcément obligés d'emprunter pour payer l'ensemble des travaux. L'AP/CP nous permet, sur la même opération, de trois millions, par exemple - c'est pour cela que cela s'appelle une autorisation de programme - de programmer ces travaux sur trois ans et de dire que, la première année, nous allons dépenser un million d'euros. Nous allons donc engager seulement un million d'euros. Sur l'année 2, nous allons être au plus gros du projet : un million et demi. Et puis, la troisième année, les 500 000 euros restants. Nous aurons dépensé nos trois millions d'euros sur l'année. Cela nous permet aussi de pouvoir mieux gérer notre endettement et donc les emprunts éventuels.

J'ajoute que s'il y a des éléments qui viennent contrecarrer cette autorisation de programme, nous avons la possibilité, tous les ans, de la réviser. Admettons que la première année, nous avons décidé d'engager un million d'euros, mais les circonstances – Cette année en est un parfait exemple : trois mois d'interruption de fonctionnement des services – nous ne pouvons

pas aller aussi loin, nous n'allons engager que les études, à savoir 250 000 euros ou 300 000 euros. Nous allons réviser l'AP/CP. Nous engagerons 300 000 euros sur l'exercice et nous liserons le reste des dépenses sur les deux, trois ans qui suivent. Est-ce que tout le monde a bien compris le mécanisme des AP/CP ? C'est pour que vous compreniez bien la délibération qui suivra.

Les grands axes du plan d'investissement pour 2020. Je vais vous faire rapidement le détail. Nous verrons quelques illustrations. Poursuivre l'aménagement de la place du centre-ville, dans le cadre PNRU 2, presque 1,2 million d'euros ; la rénovation pour l'installation du bistro solidaire à Servenoble, l'extension et mise à niveau de la vidéo protection, la mise en accessibilité des bâtiments communaux, la fin des travaux du Patio et de l'espace de coworking, un million d'euros ; la réhabilitation du groupe scolaire Galilée, 400 000 euros ; la réhabilitation extension du club house du stade de la Prairie, le nouveau pas de tir à l'arc, à la Prairie également, la rénovation de la galerie culturelle Roche, la création d'un réseau de fibre optique pour les bâtiments communaux... Cela demande une explication. C'est le Département, à travers une délégation de services publics, qui est maître d'ouvrage pour l'accès au haut débit sur le Département. Le backbone est fait. Les réseaux sont tirés, la fibre est tirée sur Villefontaine. Il y a quelques difficultés pour le raccordement des particuliers. Mais, si vous me demandez, tout à l'heure, je vous donnerai des éléments. Par contre, nous avons, à notre charge, le raccordement final de nos bâtiments sur le réseau de fibre optique du Département et les locations. Donc, il faut engager un budget d'investissement sur ce réseau de fibre optique pour nos bâtiments communaux et notre réseau de vidéo protection.

Enfin, vous avez la fin de la rénovation de l'espace Prévert, la rénovation énergétique de l'hôtel de ville, que nous allons commencer, la réhabilitation de l'hôtel de ville suite à l'incendie, sera le différentiel probable qu'il va y avoir entre le montant global du sinistre et ce que nous tirons en recette, la rénovation générale du patrimoine communal, les acquisitions, les investissements en matériel, mobiliers informatiques et les achats de véhicules et utilitaires.

Vous avez donc quelques diapositives d'illustration qui suivent. Je ne vais pas les commenter. Je l'ai fait avant. L'aménagement de la place du centre-ville, dans le cadre du PNRU 2 entre la Mairie et le Cyntra, l'espace Prévert, le GS1 qui va être magnifique, très bon projet. À savoir que nous allons le réhabiliter en locaux occupés, au final. Mais, ce sera deux millions. Là, c'est 400 000 euros sur un AP/CP de cette année. La réhabilitation du club house du stade de la Prairie, le nouveau pas de tir à l'arc, avec une réception prochaine, les locaux du bistro solidaire à Servenoble – j'en ai parlé – la vidéo protection, la rénovation de la galerie culturelle des Roches. Il faut savoir que pour la rénovation énergétique de l'hôtel de ville, nous avons signé un contrat de performance énergétique qui a été lancé.

Mme VERJUS : Vous l'avez signé ou vous avez lancé la consultation ?

M. le Maire : Nous l'avons lancée, pardon. La réhabilitation de l'hôtel de ville, suite à l'incendie, l'installation des réseaux de fibre optique, l'entretien du patrimoine communal, la

mise en accessibilité, l'investissement des matériels, avec quelques illustrations, et l'achat de véhicules et utilitaires, dans le cadre du renouvellement de la flotte par des véhicules propres, entre guillemets. Je vous remercie de votre attention. Est-ce qu'il y a des demandes d'intervention avant approbation de ce budget primitif ? Je vous écoute.

M. SALMON : Je suis le seul à poser des questions. Je suis désolé de vous embêter. Mais nous sommes sur des moments importants. D'abord, une petite question : vous avez expliqué la légère baisse du budget du personnel. Je suis surpris de cette aussi faible évolution, alors que j'ai cru comprendre que vous aviez singulièrement renforcé les moyens, notamment en bureau d'études et en techniciens, au sein des services de la Mairie.

M. le Maire : Chargés d'opération.

M. SALMON : Oui. Ce sont des postes qui comptent. J'en ai vu passer un certain nombre, depuis deux ans, de recrutement. Il y a un renforcement du staff, qui me semble plutôt de bonne politique. Et je suis étonné qu'il n'y ait pas d'influence sur le budget du personnel.

M. le Maire : J'ai déjà expliqué, quand nous avons eu le débat d'orientation budgétaire. Nous avons eu un certain nombre de départs à la retraite, depuis quelques années, notamment 2018, où nous avons eu beaucoup de mouvements. Effectivement, nous avons remplacé ces départs à la retraite par des postes qui coûtent moins cher, par des gens plus jeunes qui ne sont pas forcément en haut de l'échelon, etc. Les différences vont assez vite. Nous avons aussi procédé à des optimisations de postes et de vraies réorganisations des services, ce qui fait que tous les postes n'ont pas été remplacés sur l'exercice. Cela explique la différence.

Il n'y a pas de baisse significative, si c'était le sens de votre question, des effectifs. Il y a, en contrepartie, effectivement, une réorganisation des services, une rémunération de compétences différentes de celles qui étaient dans l'organisation auparavant.

Je vous rappelle que, pour ce qui concerne les chargés d'opération, nous avons dit que c'était une opération temporaire, pour nous permettre, justement, de réaliser le budget d'investissement, parce que ce n'était pas, effectivement, un problème d'argent, sur les exercices précédents, le pourcentage de réalisation du budget d'investissement. Les moyens financiers sont là. Je suis d'accord avec vous. C'était notre capacité à faire qui n'était pas bonne, parce que nous n'avions pas, justement, le personnel qui était en capacité de gérer l'ensemble des projets qui étaient lancés en même temps. Raison pour laquelle nous avons procédé à toutes ces réorganisations.

M. SALMON : Très bien. Sur le budget lui-même, je salue l'effort pédagogique de cette diapositive. C'est vrai que cela ne transparaît pas dans les documents qui ont été transmis au Conseil. Je ne parle pas de l'aspect ardu des...

M. le Maire : ... des grands livres.

M. SALMON : ... des grands livres et des différents comptes. C'est l'exercice habituel. Non. C'est juste que l'ensemble du Conseil... Nous avons dû être quatre à le regarder dans le détail.

Je pense que l'explication un peu plus pédagogique des projets aurait gagné. Mais, c'est une remarque. C'est très bien fait. Donc, autant que nous l'ayons avant.

M. le Maire : C'est pour cela que j'ai remercié et félicité les services, tout à l'heure. Je note que vous vous associez à mes remerciements et mes félicitations.

M. SALMON : Cela aurait gagné à ce que vous nous l'envoyiez en même temps que la convocation. Ceci dit, sur le budget lui-même, en matière d'investissement, j'ai dit mon scepticisme, Monsieur, sur votre capacité à l'exécuter. Je n'y reviens pas. Je ne vais pas refaire...

M. le Maire : Permettez-moi, juste, une petite incise. Il est probable, quand j'ai dit un peu plus tôt, que la crise sanitaire allait avoir un impact, il y aura forcément un impact...

M. SALMON : Il y aura forcément un impact. D'accord.

M. le Maire : ... Sur l'organisation du budget d'investissement 2020.

M. SALMON : Oui, oui. Mais, il faudra sans doute faire un effort dans la présentation des comptes, pour voir ce qui est imputable à cette partie de report, que nous allons tous subir et à quelque chose d'un peu plus structurel. Je maintiens qu'il y a quand même un problème structurel dans notre organisation.

Sur le fonctionnement, je ne trouve pas le souffle que vous voulez mettre, que vous voulez donner à cette ville. Je trouve des chiffres, disons. Nous allons payer la cantine, nous allons payer un certain nombre de fonctionnements. Mais, comme le disait, je crois, Hubert ALLIER, au moment du débat d'orientation budgétaire, quelle est la direction, quelle est la perspective que vous voulez offrir à cette ville ? Nous sortons de la période électorale. Votre projet a été globalement validé par les Villards. Très bien. Justement, où est le bœuf comme disait une publicité, il y a quelques années ? Où est votre projet ? Nous ne le retrouvons pas dans ce budget. Dans ces conditions, vu la faiblesse du niveau d'informations et mes propres remarques et appréciations sur votre projet, vous ne serez pas étonné que nous votions contre le budget.

L'année prochaine, je vous jure, je ferai quelque chose de plus argumenté et je rentrerai dans tous les détails. Mais, cette fois-ci, nous sommes sur une période un peu exceptionnelle.

M. le Maire : Merci de ce commentaire, M. SALMON. Mais, comme l'année prochaine, nous serons encore meilleurs dans la présentation et les explications, vous n'aurez peut-être pas à rentrer dans les détails. Il n'y a pas d'autre demande d'intervention ?

Je mets le budget aux voix. Sur ce budget primitif 2020, y a-t-il des oppositions ? Cinq. Des abstentions ? Trois. Il est adopté à la majorité. Je vous remercie.

**Adopté à la majorité**  
**5 oppositions, 3 abstentions**

### **34. SUBVENTIONS 2020**

M. le Maire : Pour terminer, il nous reste deux délibérations, justement, celle concernant les subventions. Je vous les ai montrées plus tôt. Je vous ai expliqué le pourquoi du comment, parce que vous n'avez pas le détail de chaque dossier. La période particulière ne nous a pas permis ce fonctionnement. Je m'engage à ce que, sur cet exercice, nous revenions à quelque chose de plus formel et je vais faire... Ce n'est pas un scoop, c'est déjà le travail qui est engagé : travailler sur les critères fait partie des objectifs de l'équipe, pour cette mandature. Sur le montant et la répartition par gestionnaire de ces subventions, y a-t-il des oppositions ? Oui. Vous vouliez un commentaire, Monsieur ?

M. SALMON : Une demande de précision. Nous avons voté deux subventions, l'une pour la classe de neige du GS8 et l'autre pour ASSPUR. Elles ne sont pas reprises dans cette délibération ?

M. le Maire : Vous remarquerez qu'il y a un gestionnaire « subventions exceptionnelles ».

M. SALMON : Voilà. C'était le sens de ma question. Cela veut dire que vous allez prendre le financement sur la réserve que vous aviez constituée ?

M. le Maire : C'est un choix que nous avons fait, déjà, depuis que je suis assis dans ce fauteuil : nous étudions les subventions au plus juste. Mais, fort du constat qu'il est arrivé, en cours d'année, que des clubs ou des associations, une école même, puissent avoir besoin d'un coup de pouce, pour un projet immédiat, à partir du moment où cela n'était pas au budget et que cela n'avait pas été entériné par le Conseil, nous n'étions pas en capacité de répondre.

Là, nous avons une enveloppe « subventions exceptionnelles ». Ceci ne nous empêchera pas de revenir devant le Conseil pour voter la subvention, à chaque fois que nous piocherons dans cette enveloppe. Ce n'est pas un blanc-seing que vous signez ... Mais je préférais préciser quand même. S'il n'y a pas d'autre intervention, je mets aux voix.

Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Trois abstentions. Très bien. Merci.

**Adopté à la majorité  
3 abstentions**

### **35. RÉVISIONS DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES**

M. le Maire : Enfin, nous allons terminer par la révision des AP/CP. Je me suis largement étendu dessus auparavant. Je vais vous éviter le penum de la lecture de la diapositive. Vous avez, dans votre dossier, la révision des AP/CP, c'est-à-dire, pour les opérations concernées, salle des Fougères, centre de loisirs Prévert, gymnase Alain Colas, réhabilitation du GS10, opération ex-CASINO, autrement dénommé le Patio, et l'opération espace public. Ce sont des

AP/CP qui ont déjà été votées, acceptées par le Conseil municipal, que nous devons réviser pour des raisons diverses et variées dont je vous avoue que je n'ai pas forcément le détail, ce soir.

M. SALMON : C'est dommage parce que...

M. le Maire : Si c'est la question que vous alliez poser, je vous réponds par anticipation.

M. SALMON : Non. Je vais vous épargner le GS10. C'est l'annulation pure et simple de l'opération. Nous l'avons bien compris. Par contre, sur l'espace Jacques Prévert...

M. le Maire : Excusez-moi. Je précise. Report en attendant le résultat du schéma directeur des écoles.

M. SALMON : Oui. En fait, vous annulez l'AP.

M. le Maire : On a annulé l'AP.

M. SALMON : Très bien. Après, d'accord, il y a le PPI qui doit venir. Sur l'espace Jacques Prévert, je suis surpris d'une baisse aussi importante. Qu'est-ce que c'est ? Ce sont de bonnes surprises dans l'avancement du chantier ou c'est une modification du projet ?

M. le Maire : Non. C'est parce que nous n'avons pas encore tout.

M. SALMON : C'est-à-dire.

M. le Maire : Elle sera sans doute révisée à la hausse. Là, il n'y a que la toiture. Peut-être qu'au lieu de réviser celle-ci, nous en créerons une nouvelle. Ce sera peut-être plus simple, d'ailleurs. En termes de lisibilité et de transparence, ce sera peut-être mieux de laisser celle-ci qui concerne la toiture et d'en créer une nouvelle pour le reste des travaux.

M. SALMON : Et pour la reprise de l'ex-espace « petite enfance ».

M. le Maire : C'est cela.

M. SALMON : D'accord.

M. le Maire : Le premier étage, qui est déjà bien avancé.

M. SALMON : Oui. Et deux questions sur l'ex-Casino, le Patio. La révision, c'est l'espace de co-working, qui a été voté en début d'année 2020 ?

M. le Maire : Oui. C'est cela.



M. SALMON : D'accord. 1 400 euros. Et sur l'espace public ? Puisque, là aussi, l'augmentation est très forte.

M. le Maire : Cela, je n'ai plus en tête les détails.

Mme VANDERNOTTE C'est la révision du produit dans sa globalité. Avec SARA.

M. le Maire : Ah oui ! C'est la convention avec SARA, sur la reprise de la place centrale.

M. SALMON : D'accord. Cela concernait uniquement la place centrale...

M. le Maire : Oui.

M. SALMON : D'accord. C'est important quand même.

M. le Maire : Oui. C'est important. De mémoire, nous avons modifié des choix d'implantation et de matériau pour des raisons de durabilité, qui ont généré un surcoût, mais qui n'est pas ce montant-là. Par contre, nous avons une plus grande surface que prévu au départ, sur le traitement. Donc, nous avons dû faire un avenant à la convention avec SARA et modifier l'APCP en conséquence.

M. SALMON : D'accord. Je n'avais pas prévu d'intervenir. Mais, je m'interroge quand même sur la conduite des opérations en maîtrise d'ouvrage délégué, quand elles sont confiées. Là, il se trouve que SARA est notre délégataire.

M. le Maire : Le CSPL.

M. SALMON : Oui. Mais... Comment dire ? Le chantier vient de se dérouler sous mes fenêtres. Pendant la période de confinement, j'ai pu le constater, le suivre au jour le jour. Je ne suis pas sûr que si nos propres chargés d'opération avaient conduit cette opération et avaient fait les choix, nous aurions eu le même niveau de prestation. C'est remarquable. Je le dis tout de suite. Je crois que c'est la plus belle rue du village et pour longtemps. Nous allons avoir du mal à mettre à niveau la rue du Berthet et les autres rues du village, à ce niveau-là. Je m'interroge quand même : pour 200 mètres linéaires, je crois que nous avons un peu chargé la barque. Notre délégataire nous a un peu conduits à charger la barque. Vous avez renforcé la capacité d'études en interne. Je pense que c'est une bonne chose, pour éviter ce genre de dérive.

M. le Maire : Je ne vais pas dire que je partage totalement votre avis, mais je m'en rapproche. À tel point que... Nous avons une SPLA. C'est fait pour cela. Cela nous évite de recourir, à chaque fois, à une procédure de marché pour charger un maître d'ouvrage. J'ai fait le constat et j'ai demandé à M. le Directeur général, qui est derrière moi, de faire une étude comparative sur plusieurs dossiers. J'ai fait le constat qu'effectivement, pour de petites opérations, la SPLA nous coûtait cher. Donc, j'ai décidé et je les en ai avisés que nous ne leur confierions que de grosses opérations. En effet, sur de grosses opérations, ils ont une puissance de feu et

d'intervention qui est supérieure à la nôtre et que nous ne serions pas forcément en mesure de conduire.

Sur la manière dont s'est déroulé le chantier, nous allons mettre cela, en partie aussi, sur la période un petit peu particulière que nous avons vécue, où il y a eu, effectivement, aussi des gens qui étaient en télétravail. Ce n'est pas forcément le meilleur moyen, quand nous faisons des chantiers à l'extérieur, d'être en télétravail. Je partage votre vision, sur le fait que, quelques fois, nous sommes amenés à faire des choix qui sont peut-être un peu superfétatoires. Mais j'ai une vigilance particulière là-dessus.

S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je mets aux voix ces révisions d'autorisations de programmes.

Y a-t-il des abstentions ? Des oppositions ? Trois abstentions. Je vous remercie.

### **Adopté à la majorité**

#### **3 abstentions**

Nous allons terminer par la dernière diapositive. Il me reste à vous remercier, à vous souhaiter un bon été et le prochain conseil aura lieu, probablement, au mois d'octobre.

Ne quittez pas la salle, Mesdames et Messieurs les élus, s'il vous plaît, parce qu'il y a pas mal de documents à signer.